

LES ACTES DU PROJET DE TERRITOIRE

« Une démarche citoyenne pour les 15 ans à venir »



Une Ambition Solidaire

www.2c2a.fr

Décembre 2009 - Juillet 2010

Communauté de Communes
Autour d'Anduze

LES ACTES
DU
PROJET DE TERRITOIRE

« Une démarche citoyenne pour les 15 ans à venir »



Communauté de Communes
Autour d'Anduze



Édité par la Communauté de Communes Autour d'Anduze

1 rue du Luxembourg - 30140 ANDUZE

www.2c2a.fr

© crédit photos et images 2C2A, Gilbert Vignolle, Marielle Vigne, 00Zimprod

Textes Joël Raimondi, Isabelle Farges, Damien Chistiany, Aurélie Génolher, Marielle Vigne

Participation : Adeline Collette, Nicole et Bernard de Fréminville, Dominique Sénécal, Patrice Vigne

Mise en page Gilbert Vignolle

LES ACTES DU PROJET DE TERRITOIRE

	<u>Pages</u>
Préface du président de la 2C2A.....	5
La mission de diagnostic du projet de territoire.....	9
- Quel territoire pour quel projet ?	10
Le Regard	15
Le territoire en général	19
- Ce qu'en dit l'assemblée	20
Le territoire, les routes, les paysages, les formes de l'habitat ..	22
- Ce qu'en dit l'assemblée	23
La population en général	25
- Ce qu'en dit l'assemblée	27
La population : activités et revenus.....	29
- Ce qu'en dit l'assemblée	30
Le logement, l'urbanisme, l'occupation des sols.....	33
- Ce qu'en dit l'assemblée	35
Le patrimoine, l'environnement	37
- Ce qu'en dit l'assemblée	41
Les services à la population	43
- Ce qu'en dit l'assemblée	47
La vie associative et culturelle	51
- Ce qu'en dit l'assemblée	53
L'agriculture	55
- Ce qu'en dit l'assemblée	58

Le tourisme	61
- Ce qu'en dit l'assemblée	62
L'économie	65
- Ce qu'en dit l'assemblée	67
L'Horizon	69
Le Chemin	79
Les « idées action »	81
1. <i>Participation</i>	86
2. <i>Agriculture</i>	91
3. <i>Culture et vie associative</i>	96
4. <i>Économie</i>	102
5. <i>Environnement</i>	106
6. <i>Services et vie sociale</i>	113
7. <i>Tourisme</i>	119
8. <i>Transports</i>	123
9. <i>Urbanisme et habitat</i>	126
Les séminaires des élus	131
• <i>le 1er séminaire des élus</i>	135
• <i>Le 2ème séminaire des élus</i>	137
• <i>Le 3ème séminaire des élus</i>	140
• <i>En résumé</i>	142
Remerciements aux participants.....	145
Remerciements aux associations	148
Bibliographie	150
Graphe global de développement	163

Préface

La réforme territoriale risque de bouleverser le paysage administratif de notre pays.

Outre les mesures les plus connues de ce projet (création des conseillers territoriaux, modification des compétences des départements et des régions, création des métropoles), les dispositions relatives à l'achèvement et à la rationalisation de l'intercommunalité auront des conséquences sur la vie quotidienne des français et sur l'organisation politique de notre pays.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes Autour d'Anduze a fait le choix dès l'été 2009 d'engager une réflexion pour définir, avec les citoyens, son projet de territoire pour les 15 ans à venir.

Nous avons entrepris une double démarche originale impliquant les élus communautaires et associant la population à la co-élaboration de notre projet. Cette double démarche a été organisée à partir des principes de la « gouvernance par consentement » ou sociocratie et pour ce faire, nous avons eu recours à un cabinet extérieur, le cabinet FIDÈS Conseils.

Notre communauté n'a rien inventé, elle a simplement mis en œuvre, avec un succès évident, une méthode pratiquée depuis une cinquantaine d'années dans de nombreux pays et de multiples organisations à l'instar du chef d'entreprise Hollandais Gérard Edenburg ou de l'Américain John Buck, du Canadien Gilles Charest

La démarche a été lancée le 4 décembre 2009 avec la participation de plus de 330 citoyens. Ces derniers ont massivement participé aux Assemblées de Territoire, ouvertes à tous, qui ont suivi.

Le travail réalisé sur le diagnostic et le projet par les Assemblées de Territoire a permis de cerner la vision de notre population sur notre territoire notamment en terme d'atouts et de faiblesses. Il a également permis de définir des objectifs en matière de développement local, d'orientations stratégiques et opérationnelles. En dernier lieu les assemblées ont proposé une centaine de fiches actions qui vont faciliter la mise en œuvre par les élus d'une politique d'avenir correspondant aux attentes citoyennes.

Les Séminaires des Élus sur l'interactivité des territoires ont permis d'engager une réflexion sereine sur les rapprochements potentiels avec les intercommunalités voisines, sur la nécessité de travailler ensemble et sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser cette collaboration entre les territoires (associations, syndicats mixtes, fusions ...).

La restitution de la démarche a été présentée aux citoyens et aux partenaires institutionnels lors d'une réunion publique le 3 juillet 2010.

Le travail effectué dans le cadre de l'élaboration de notre projet de territoire montre à quel point le choix d'associer citoyens et élus favorise le pouvoir de l'intelligence collective en améliorant la créativité et la production d'idées.

Alain Beaud

Président de la Communauté de Communes
Autour d'Anduze

Penser global, agir local ...

Nous avons souhaité au travers de ces actes retracer l'ensemble de la démarche du projet de territoire et vous présenter les 86 idées actions proposées.

Après la présentation publique ce 3 juillet 2010, le Conseil Communautaire, sur proposition du Pôle Développement Local, devra décider quelles idées actions seront développées ainsi que les niveaux de priorité.

Celles n'entrant pas dans le champ des compétences de la communauté de communes seront présentées et défendues auprès des organismes susceptibles de les soutenir.

Devant la crise mondiale, l'abstention de plus en plus forte lors des échéances électorales, la réduction des aides publiques, la désillusion du citoyen pour la sphère politique, notre capacité à agir et rebondir se trouve certainement au plus proche de nous.

Faisons qu'avec ce projet de territoire nous soyons entendus, compris et que tous ensemble, au-delà de nos différences, nous restions les acteurs de notre avenir.

Notre engagement a été sans faille dans ce projet, nous ferons tout pour que cette démarche citoyenne continue et que des rendez-vous réguliers avec vous se poursuivent, dans l'objectif de celui défini par l'Assemblée de Territoire:

« Consolider un territoire rural et citoyen pour relever les défis environnementaux et socio- économiques »

Aurélie Génolher

Vice-présidente du Pôle développement local

Marielle Vigne

Déléguée référente au Projet de Territoire

« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait »

Mark Twain

La mission de diagnostic du projet de territoire

A l'automne 2009, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze a décidé d'engager un travail de définition de son projet de développement du territoire.

Cette mission a été suivie par le Pôle Développement Local présidée par Aurélie GENOLHER et Marielle VIGNE, élue référente en charge du projet de territoire avec une double attente :

- ◇ construire un projet de développement partagé par le plus grand nombre,
- ◇ définir la ou les bonne(s) échelle(s) territoriale(s) pour le mettre en œuvre.

Pour y répondre, le cabinet FIDÈS Conseils a été choisi et il lui a été confié une double mission :

- accompagner les élus dans le choix de périmètre(s) de projet(s) et de coopération(s) intercommunale(s) en s'attachant à éclairer les différents modes de collaboration pouvant être envisagés entre les intercommunalités.

Ainsi trois Séminaires d'Élus communautaires ont été organisés sur les évolutions possibles du périmètre de la Communauté de Communes Autour d'Anduze mettant en lumière les hypothèses de coopération avec les territoires périphériques.

- s'accorder collectivement sur un projet de développement du territoire : Quel regard porté collectivement sur ce territoire ? Quels en sont les atouts et les contraintes ? Sur quel territoire souhaitons-nous vivre à l'horizon de 10 à 15 ans ?

Trois Assemblées de territoire ont été le lieu de constats, de réflexions et de prospectives pour les années à venir.

Cette double mission a été l'occasion de créer une dynamique locale fédérative avec et entre les élus, les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle ainsi qu'avec les citoyens qui le souhaitaient.

Les réflexions et contributions se sont croisées et enrichies afin de répondre à la question :

Quel territoire pour quel projet ?

La démarche générale proposée

Le cabinet FIDÈS Conseils a constitué une équipe-projet composée de Joel Raimondi, associé à Isabelle Farges et Damien Christiany et a proposé une méthodologie pratique de concertation utilisant les outils du développement local en terme de démocratie coopér'active de proximité.

Un Comité de Pilotage a été mis en place par le Pôle Développement Local de la Communauté de Communes Autour d'Anduze. Ce Comité de Pilotage est chargé du suivi et de la validation du travail effectué par rapport aux objectifs de départ fixés dans le cahier des charges.

Un Comité Technique de suivi a été créé composé d'élus et de citoyens désignés par les cinq groupes thématiques de travail lors de la première Assemblée de Territoire : Tourisme - Économie – Agriculture – Culture et Vie Associative – Services et Vie Sociale.

Trois Séminaires d'Elus ont permis la réflexion sur la réforme territoriale en cours, sur les compétences⁽¹⁾ et sur les limites du territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze.

Trois Assemblées de Territoire ouvertes à tous les habitants dénommés « Citoyens » ont participé à l'élaboration de ce projet de territoire.

La double démarche a été de type « démocratie sociocratique⁽²⁾ » en utilisant les outils du développement local participatif et de la TOB⁽³⁾ consistant à associer et impliquer les élus, les habitants et les partenaires concernés dans l'élaboration d'un projet de territoire partagé.

Sur quel territoire voulons-nous vivre, ensemble à l'horizon des 15 ans qui viennent ?

(1) La Communauté de Communes Autour d'Anduze s'est dotée, depuis le 1er janvier 1999 de compétences obligatoires : aménagement de l'espace communautaire (Schéma directeur et schéma de secteur, aménagement rural, zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire), actions de développement économique (Aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire ou touristique qui sont d'intérêt communautaire), création ou aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés mais aussi de compétences optionnelles : protection et mise en valeur de l'environnement et compétences culturelles, sportives et petite enfance.

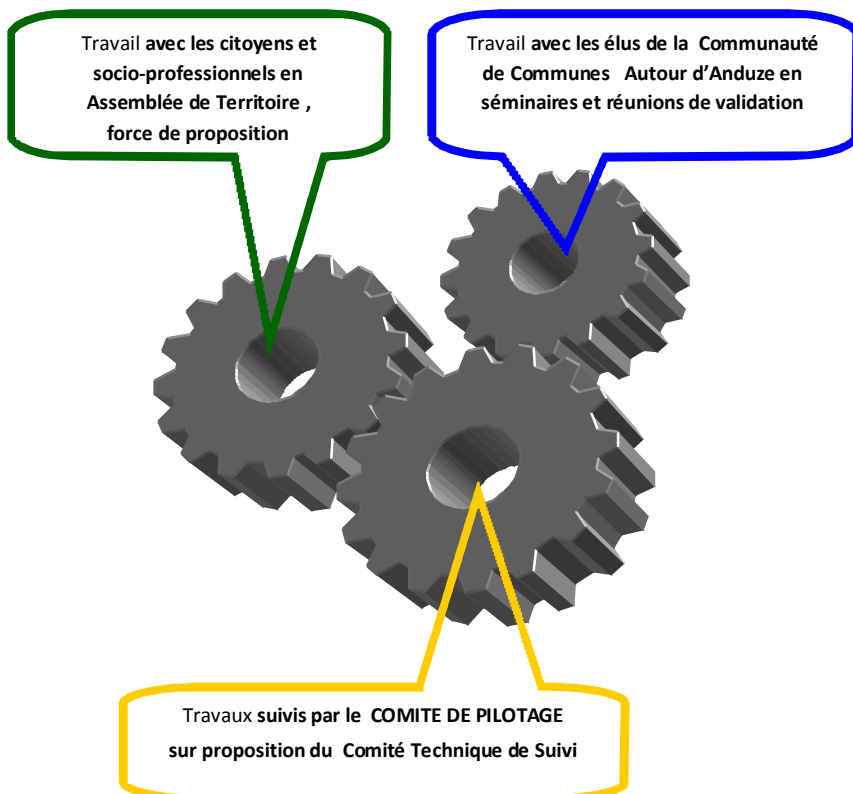
(2). Inventée par Auguste Comte au XIXe, la **sociocratie**, aussi appelée **gouvernance par consentement**, fait référence à un mode de prise de décision et de gouvernance sans objection garantissant une efficacité optimale qui permet à une organisation de se comporter comme un organisme vivant, de s'auto-organiser. Son fondement est issu des théories systémiques. L'objectif premier est de développer la co-responsabilisation des acteurs et d'utiliser le pouvoir de l'intelligence collective dans l'acte de prendre une décision qui a des conséquences sur le collectif. (source Wikipedia)

3). TOB : Théorie des organisations d'Eric Berne distinguant « AUTORITE » et « POUVOIR » Nous utiliserons l'outil $P=(CROM)E$ ou la performance d'une organisation = le produit des compétences – savoir faire in situ, par le produit des ressources, des objectifs et des motivations liés aux facteurs d'Environnement © CNAM FFPS

La mission sur les interactivités des territoires limitrophes

La Communauté de Communes Autour d'Anduze a pour territoires limitrophes, les Communautés de Communes Cévennes Garrigue, Lédignan, Vézénobres, Coutach-Vidourle et la Communauté d'Agglomération du Grand-Alès.

La confrontation des compétences a imposé de travailler sur une **analyse de l'intérêt communautaire**, c'est-à-dire du contenu de chacune des compétences, des territoires périphériques y compris de la Communauté de Communes Autour d'Anduze.



L'ensemble de la démarche est placée sous l'autorité de la Communauté de Communes Autour d'Anduze

Ce travail préalable a permis de déterminer les possibilités d'initier des modes de coopération(s) entre communautés (ex : associations, regroupements de compétences, syndicats mixtes, ouverts ou fermés, ententes intercommunautaires, fusions de communautés...).

Trois séminaires ont été nécessaires pour avoir une vision claire et partagée : **les élus s'étant prononcés pour le renforcement de la cohérence territoriale appuyée sur la logique de vallée.**



Vue sur la Porte des Cévennes

La mission de construction du «projet de territoire»

Pour construire le projet de territoire, le cabinet FIDÈS Conseils a fait travailler les participants en trois assemblées de territoire et à partir de trois grandes étapes :

- **LE REGARD** : poser un **regard** partagé sur le territoire afin d'établir un état des lieux sous forme d'atouts et contraintes du territoire.
- **L'HORIZON** : à partir des enjeux repérés dans le **Regard**, il s'est agit de se projeter sur **l'horizon**, l'avenir afin de définir les orientations et les objectifs de développement du territoire pour les 15 ans à venir.
- **LE CHEMIN** : dernière étape de la démarche visant à définir les idées d'actions permettant d'atteindre les objectifs de développement fixés par les participants au moment de l'horizon.

Afin que chacun assimile la méthode de construction du projet de territoire, une réunion publique d'information a eu lieu le 4 décembre 2009 réunissant plus de 330 participants. Elle a permis de présenter la méthode, de fixer la « règle du jeu » de la démarche préalablement validée par les élus de la Communauté de Communes Autour d'Anduze le 22 octobre 2009.

Pour préparer l'Assemblée de Territoire sur le Regard, le cabinet FIDÈS Conseils a organisé auprès des huit communes de la Communauté de Communes Autour d'Anduze, des associations et organisations, une collecte de données complétant le diagnostic existant sur les thèmes suivants : santé, personnes âgées, enfance, jeunesse, culture, sports, loisirs, vie associative, services publics et assimilés, transports et environnement.

Le Regard

23 janvier 2010





1ère assemblée de territoire « le Regard » (23 janvier 2010)

Après une réunion publique d'informations présentant la démarche du projet de territoire en décembre 2009, la première Assemblée de Territoire portant sur LE REGARD s'est tenue le 23 janvier 2010 réunissant plus d'une centaine de personnes.

Le cabinet FIDÈS Conseils, s'est attaché à présenter aux participants des données objectives collectées auprès de différents organismes. Les participants ont exprimé la vision qu'ils perçoivent du territoire sous forme d'atouts et de contraintes.

Le Regard est donc composé de deux types d'éléments. D'un côté des données chiffrées sur le territoire, de l'autre la vision des participants ou « dires d'acteurs ».

Lors de la journée, un atelier commun a permis d'aborder les thématiques que sont : les voies de circulation, les paysages, l'habitat, la population, les activités, les revenus, le logement, l'urbanisme, l'occupation du sol, le patrimoine et l'environnement.

Ensuite cinq ateliers pilotés par des animateurs, responsables et secrétaires-rapporteurs référents ont abordé les thématiques suivantes : Services et Vie sociale ; Culture et Vie associative ; Agriculture ; Tourisme ; Economie.

Ces travaux ont été validés lors de l'Assemblée de Territoire suivante qui s'est tenue le 6 mars.

Le territoire en général

La Communauté de Communes Autour d'Anduze est composée de huit communes avec :

Anduze (chef lieu de canton), Cardet, Gênerargues, Lézan, Massillargues-Atuech, Ribaute les Tavernes, Saint Sébastien d'Aigrefeuille et Tornac

Une superficie de 10 000 hectares et une population de 9 535 habitants en 2006 (source INSEE)

- ◇ Anduze : 34% de la population, environ 3 300 habitants
- ◇ Ribaute les Tavernes : 16% de la population, environ 1 600 habitants
- ◇ Lézan : 12% de la population, environ 1 200 habitants
- ◇ Tornac : 9% de la population, environ 860 habitants
- ◇ Cardet : 9% de la population, environ 840 habitants
- ◇ Massillargues Atuech : 7,5% de la population, environ 720 habitants
- ◇ Gênerargues : 7,5% de la population, environ 700 habitants
- ◇ Saint Sébastien d'Aigrefeuille : 5% de la population, environ 480 habitants

Une logique de vallée

Le principal cours d'eau est le Gardon d'Anduze. Dans sa traversée, il reçoit deux affluents majeurs : l'Amous, issu de Saint Sébastien d'Aigrefeuille et l'Ourne issu de Tornac.

Le territoire en général : ce qu'en dit l'assemblée de Territoire

Un cadre de vie et une qualité de vie privilégiés

Cet atout fait consensus et est décliné sur tous les thèmes abordés : attractivité, agriculture, tourisme...

Le cadre de vie est défini par sa ruralité, son environnement naturel et patrimonial (« beauté naturelle »).

La qualité de vie est expliquée par son climat, une situation géographique favorable, la proximité de la mer, de la montagne mais aussi de villes. L'histoire des Cévennes, les paysages et enfin un territoire de services et d'emploi contribuent à ce sentiment de qualité de vie.

Une logique de vallée : une réalité à renforcer

La logique de vallée autour du Gardon d'Anduze est une réalité. Elle est considérée comme un atout (eau, rivières), une caractéristique qui forge l'identité locale, même si le souvenir des inondations est parfois douloureux pour chacun.

La pertinence de la taille de la communauté de communes est soulignée ainsi que la nécessité de travailler avec d'autres communes pour renforcer la logique de vallée cévenole.

La réflexion des élus sur les outils disponibles pour donner plus de force et de moyens en termes d'organisation économique et politique à cette logique est vécue comme un atout.

Des habitants qui s'intéressent à la citoyenneté

La mobilisation citoyenne autour de la Communauté de Communes Autour d'Anduze a permis de créer une identité commune et une volonté de construire ensemble. Le souhait de rechercher les moyens d'une meilleure cohésion politique et sociale est au cœur des réflexions autour de thèmes tels que les liens entre communes et Communauté de Communes, la communication (notamment sur les activités et la politique de la Communauté de Communes), l'harmonisation des politiques de développement et la place des habitants dans le tissu institutionnel et le processus décisionnel.

Trois types de paysages...

Le paysage de la Communauté de Communes Autour d'Anduze évolue au fil des communes. Ainsi, trois ensembles à la géomorphologie et aux paysages se succèdent :

- ◇ la plaine avec sa garrigue viticole et agricole (Lézan, Ribaute-les-Tavernes, Cardet et Massillargues-Atuech).
- ◇ le piémont Cévenol avec un paysage plus vallonné mais toujours couvert de vignes (Tornac).
- ◇ la moyenne montagne avec ses essences forestières sur un relief abrupt (Anduze, Générargues, Saintt-Sébastien d'Aigrefeuille).

Anduze est géologiquement et culturellement « **La Porte des Cévennes** »

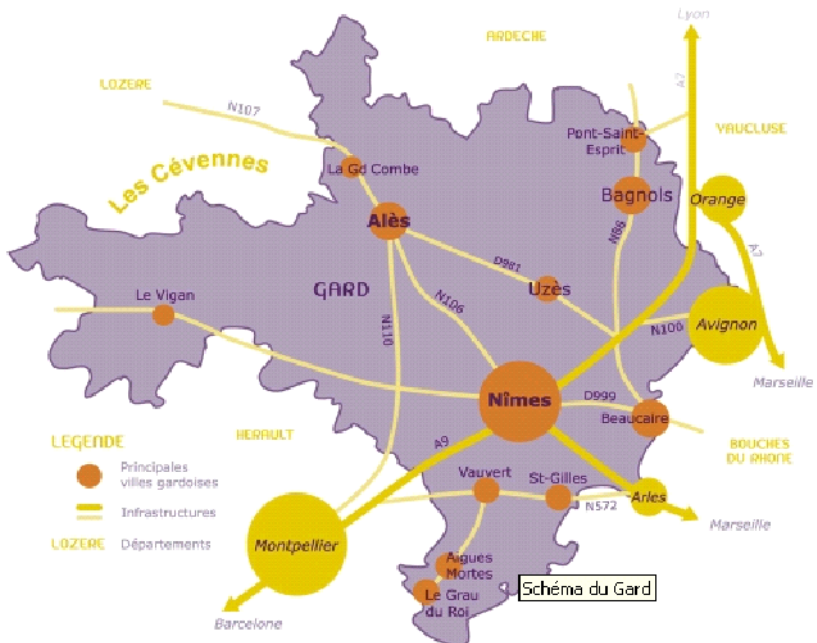
Diagnostic enfance jeunesse de la Communauté de Communes Autour d'Anduze en novembre 2005, réalisé par les foyers ruraux du Gard

Le territoire : les routes, les paysages, les formes de l'habitat

« Le territoire est traversé par la D907 qui fait figure de véritable cordon entre les communes. Un réseau de nombreuses autres départementales s'éparpille de part et d'autre de la D907.

Parallèlement, la D50 relie Anduze à Alès».

Diagnostic enfance jeunesse de la Communauté de Communes Autour d'Anduze en novembre 2005, réalisé par les foyers ruraux du Gard.



Le territoire, les routes, les paysages, les formes de l'habitat : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

Des routes rurales qui ouvrent vers les pôles urbains avoisinants mais rapidement saturées

Les axes routiers du territoire ont un caractère rural et doivent garder cet atout. Ils ont le double avantage de permettre un accès rapide aux grands axes (Alès, Nîmes, Montpellier ...) tout en étant suffisamment éloignés pour garder un cadre de vie calme.

Toutefois les routes sont rapidement saturées. La coexistence entre les vélos, les piétons et les voitures est de plus en plus difficile.

Certains expriment la nécessité de réfléchir sur des aménagements prenant en compte la coexistence des différents modes de circulation et d'affirmer une priorité pour les besoins des habitants permanents.

Des paysages diversifiés, gage de l'attractivité du territoire et du développement du tourisme mais des paysages fragiles

La superficie du territoire est importante, offrant une variété de milieux. On retrouve une qualité des paysages tant dans les espaces naturels que dans les zones agricoles.

Cependant, les paysages sont exposés aux risques d'inondations et d'incendies mais aussi au mitage et à une urbanisation croissante mal maîtrisée.

L'habitat dispersé : un style de vie de qualité mais un choix discuté et à discuter pour l'avenir

Pour une partie des participants, la dispersion de l'habitat est garante d'un style de vie de qualité mais elle induit des contraintes, par exemple pour l'accès aux services.

La voiture est le véhicule indispensable puisque les déplacements en commun sont quasi inexistants ou mal connus en dehors des transports scolaires.

Beaucoup s'interrogent sur la maîtrise de l'urbanisation avec ses risques de devenir un espace « rurbain » en raison d'un foncier plus disponible sur le territoire qu'en périphérie d'Alès.

Il est observé un développement différencié avec beaucoup plus de constructions nouvelles sur les communes de la plaine.

Sont considérées comme des contraintes : la construction de zones pavillonnaires, le mitage, l'abandon de terres agricoles au profit de l'habitat.

La dispersion de l'habitat est une réalité de longue date mais est considérée comme un risque pour l'avenir par rapport au mitage, à la perte de terres agricoles et pour la qualité des paysages.



La population en général

Une hausse constante de la population depuis 1975...

9 535 habitants sur la Communauté de Communes Autour d'Anduze en 2006 contre 8 233 en 1999 et 6 418 en 1975

... et qui s'accélère depuis 1999

Une croissance annuelle de + 2,1% entre 1999 et 2009 plus importante que celle du Gard (+1,3%), que celle du Languedoc Roussillon (+1,4%) et que celle des espaces à dominante rurale (+1,4% dans le Gard et 1,5% dans la région)

Cette augmentation s'explique par une arrivée de population

Le solde migratoire est de +2,5% et le solde naturel de -0,4%. Les décès restent plus nombreux que les naissances même si le taux de mortalité baisse et le taux de natalité augmente.

Près du tiers de la population de la Communauté de Communes (32,4%) habitait dans une autre commune il y a cinq ans et 13,5% hors du département.

Une population où le pourcentage des plus de 75 ans est important et en croissance...

Les 75 ans et plus représentent 12% de la population en 2006 contre 9,1% pour le Gard.

Les 0-14 ans sont d'un niveau comparable au Gard (18%) et les 15-29 ans moins nombreux (13% pour la Communauté de Communes Autour d'Anduze contre 17% pour le Gard).

...avec des différences notoires selon les communes

Si les plus de 60 ans représentent plus du tiers de la population d'Anduze (34% et 1110 personnes) et les plus de 75 ans, 17% soit 562 personnes, cette proportion est moindre dans les autres communes avec :

Massillargues-Atuech, Ribaute-les-Tavernes et Saint Sébastien d'Aigrefeuille où le taux des plus de 60 ans varie entre 20 et 23 % et celui des plus de 75 ans entre 6,5 et 8%

Cardet, Lézan, Tornac et Gémérargues où le taux des plus de 60 ans varie entre 27 et 29 % et celui des plus de 75 ans entre 10 et 12,6%.

La commune d'Anduze représente 34% de la population totale et regroupe 41% des plus de 60 ans du territoire et 44% des plus de 75 ans.



Un hameau de Tornac

La population : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

L'augmentation de la population : une richesse sociale, culturelle et économique...

L'augmentation de la population est considérée comme un atout au regard de la croissance des activités sociales, culturelles et économiques qu'elle génère. L'arrivée de nouveaux habitants est une source de diversité, de nouveaux regards et de nouveaux dynamismes.

...avec des conséquences à maîtriser ou anticiper

L'arrivée de nouvelles populations a des conséquences sur lesquelles beaucoup s'interrogent : augmentation du prix du foncier en constructible ou bâti, nouveaux besoins en équipements de services collectifs (crèches, maisons de retraite, réseaux...), maîtrise de l'urbanisation, des ressources (eau, assainissement, déchets...).

La recherche d'une meilleure cohésion politique et sociale est au cœur du débat pour conserver une identité rurale et agricole et ne pas devenir une « zone dortoir », éviter un « turn over » lié à des déménagements trop nombreux et offrir des moyens d'agir ensemble notamment par la vie associative et politique (au sens étymologique du terme).

La part importante de retraités et de personnes âgées : une réalité à double visage

Le territoire est accueillant pour les retraités qui arrivent souvent avec un certain pouvoir d'achat et des besoins en services. Cela permet de générer des emplois et a donc un

impact positif sur l'économie locale. Par ailleurs, ils disposent de temps pour s'impliquer dans la vie associative et participent souvent à la réhabilitation du bâti ancien.

Un territoire pas encore assez attractif pour les jeunes

Il n'est pas bon pour le territoire de ne pas savoir « retenir » ou attirer les jeunes. Ils partent pour faire leurs études et/ou travailler.

Le manque d'offre (ou la méconnaissance de celle qui existe) à destination des jeunes en dehors des structures sportives, est une contrainte.

Il faut aborder cette question à la fois sous l'angle des adolescents (activités, accompagnement de leurs projets...) et des jeunes pour qui l'enjeu est aussi de trouver du travail.

De nouveaux profils d'habitants

Une partie de la population vit sur le territoire avec des revenus modestes, conséquence acceptée d'un style de vie choisi. Ces personnes-là sont parfois porteuses de projets.



Anduze vue de Peyremale

La population : activités et revenus

Des catégories socioprofessionnelles en mouvement

Le nombre et la part des retraités sont importants et en croissance.

Le nombre d'agriculteurs et d'ouvriers ainsi que les personnes sans activité professionnelle diminuent. Ces dernières passent de 22,1% en 1999 à 16,8% en 2006.

Le nombre et la part des employés sont en augmentation (+ 214 personnes entre 1999 et 2006) ainsi que les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires (+335 personnes entre 1999 et 2006).

Le nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise est quasi stable (+ 61 personnes).

Le revenu moyen des ménages est bas et en diminution

58,2% des foyers fiscaux sont non imposables et en augmentation (+ 0,5% de foyers non imposables entre 2004 et 2006).

Les revenus salariaux restent largement majoritaires (52%) devant les pensions, retraites et rentes (34%) mais respectivement moins importants qu'en France métropolitaine (64%) et plus importants pour les pensions, retraites et rentes (24%).

Source : INSEE

Les activités, les revenus de la population : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

Des potentiels d'emplois locaux et des pôles d'emplois extérieurs

Si plus de 40% de la population salariée travaillent hors du territoire, si le taux de chômage est important et si les activités productives restent faibles, il existe toutefois un potentiel d'emplois locaux liés au tourisme, au patrimoine, aux services à la personne, à la création de logements, aux énergies renouvelables (solaire, bois...), à la qualité environnementale (éco-construction...), à l'agriculture et à la transformation de ses produits.

Toutefois des freins sont constatés à la création d'activités comme les zones non couvertes par le haut débit, le manque (ou la méconnaissance) d'accompagnement des projets innovants, l'importance du travail saisonnier pas toujours déclaré...

Le tourisme : une activité importante et aux effets transversaux

Le tourisme et l'attractivité du territoire sont sans conteste des atouts forts du territoire grâce à une offre diversifiée et par la qualité des prestations offertes.

Des questions se posent toutefois sur les moyens de développer un tourisme vert favorisant le qualitatif plutôt que le quantitatif.

Le développement de l'accueil touristique influe sur les emplois et les conditions de travail, sur le logement dont

la location saisonnière peut être une concurrence à l'habitat permanent et sur le patrimoine bâti et naturel qui nécessite sa valorisation et sa protection.

La précarité : une réalité à assumer

La faiblesse du revenu moyen s'explique notamment par le nombre de personnes à très faible revenu. Cette pauvreté subie est une contrainte, génératrice de souffrance. On note l'insuffisance et/ou le manque de coordination des moyens adaptés à la population en situation de précarité.



Le logement, l'urbanisme, l'occupation du sol

Une croissance du nombre de logements ...

Depuis 1990, 4 443 logements nouveaux ont été autorisés à construire, dont près de la moitié depuis 2000.

Source : Communauté de Communes Autour d' Anduze ; éléments de diagnostic

...avec une répercussion importante sur les prix du foncier et de l'immobilier

Le prix du terrain à bâtir a triplé en 10 ans : de 40 €/m² en 2000 à 118 €/m² en 2005 (160 €/m² à Anduze), il s'est accompagné d'un doublement du prix des maisons et appartements entre 1995 et 2005.

Source : Communauté de Communes Autour d' Anduze ; éléments de diagnostic

Un nombre de logements sociaux très faible

En décembre 2006, le Conseil Général du Gard et la Direction Départementale de l'Équipement dénombraient 198 logements sociaux (dont 170 publics) sur le territoire soit un taux d'équipement de 0,1% contre 15,3% dans le Gard.

Toutes les communes disposent d'un document d'urbanisme opposable

Deux communes sont concernées par l'application de la Loi Montagne (Généragues et Saint Sébastien d'Aigre-

feuille) et trois sont concernées par le Parc National des Cévennes (Généragues, Saint Sébastien d'Aigrefeuille et Anduze).

Source : SCOT du Pays des Cévennes

Un sol couvert par la forêt et les cultures à 97%

49% de la superficie est couverte de forêt (40% du territoire) et les milieux à végétation arbustive et herbacés.

48% de la superficie est couverte par les cultures, zones agricoles et prairies.

3% de la superficie est couverte par les zones urbanisées, industrielles, les voies de communication, les mines, les décharges et les chantiers.

Source : SCOT du Pays des Cévennes



Un hameau de Saint Sébastien d'Aigrefeuille

Le logement, l'urbanisme, l'occupation du sol : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

Le logement au cœur des préoccupations

Le logement, clé du maintien de la diversité de la population et de l'accueil de nouveaux habitants, représente une contrainte aujourd'hui sur le territoire.

En effet, s'il existe un potentiel de réhabilitation permettant l'accueil d'une nouvelle population sans construire ni modifier le paysage, il manque cependant des logements pour la population permanente, la population active et les jeunes.

Cette situation est expliquée par la vocation touristique du territoire qui crée des concurrences sur le bâti, souvent au profit de la location saisonnière et des résidences secondaires. Les prix du foncier et de l'immobilier sont élevés, le parc privé reste cher et souvent mal entretenu, les logements sociaux ne sont pas suffisants.

Cette situation touche surtout la population active et les jeunes qui ne peuvent investir et qui trouvent difficilement à louer à des prix abordables.

Ce thème du logement est à rattacher à l'activité du bâti-

	2006	%	1999	%
Ensemble	5 476	100,0	4 424	100,0
Résidences principales	4 066	74,2	3 408	77,0
Résidences secondaires et logements occasionnels	956	17,5	682	15,4
Logements vacants	454	8,3	334	7,5
Maisons	3 878	70,8	3 435	77,6
Appartements	1 363	24,9	855	19,3

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

ment et donc à un potentiel d'emplois locaux mais aussi au lien social. Cette problématique doit être prise en compte par une vision globale et communautaire du développement de l'habitat.

Des craintes concernant l'urbanisation

Il existe des craintes ou des critiques souvent répétées sur l'urbanisme : concurrence entre les constructions neuves et les terres agricoles, construction à l'horizontale qui induit une augmentation des zones constructibles et qui augmente les risques inondations, insertion de l'habitat nouveau avec l'espace urbain existant, habitat sous forme de lotissement qui ne facilite pas l'intégration des nouveaux habitants et entraîne un affaiblissement du lien social.

De façon sous-jacente on notera un manque de vision intercommunale de l'urbanisme et des questions de réserves foncières.

Une vocation agricole revendiquée

La possibilité de garder à la terre sa fonction nourricière, ainsi que le développement de l'agriculture biologique, l'existence de produits du terroir et la possibilité d'organiser des circuits courts de commercialisation sont avancés comme des atouts. Il est toutefois noté une difficulté d'accès aux terres pour les agriculteurs.

La qualité des paysages agricoles et de l'environnement a des conséquences très positives sur le tourisme et les populations. Il est donc important de tout mettre en œuvre pour conserver le rural agricole.

Le patrimoine, l'environnement

Du patrimoine bâti et naturel reconnu

Plusieurs monuments historiques sont classés ou inscrits à l'Inventaire Supplémentaire dont la Tour de l'Horloge, la Fontaine Pagode et le Temple à Anduze..., des sites inscrits et classés à Anduze, Tornac et Lézan, trente deux sites archéologiques, deux sites Natura 2000 avec la présence d'espèces endémiques végétales et animales, dont certaines sont protégées ou menacées.

Les boisements riverains et grèves des cours d'eau constituent des zones refuge pour l'avifaune nicheuse ou de passage et ménagent des coupures vertes dans l'espace. La DIREN en conseille l'inscription en « Espaces Boisés Classés ».

Les ressources naturelles

Deux carrières sont référencées à Tornac (dolomie et granulats des calcaires massifs) et une carrière de gypse qui n'est plus exploitée à Générargues.

Source SCOT Pays Cévennes

Des risques importants d'inondations, de feux de forêt, de mouvements de terrain

Toutes les communes sont concernées par un PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondations) avec un risque fort pour six communes sur huit.

Une cartographie de l'aléa incendie (mise en œuvre par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Gard) concerne le territoire de la Communauté de Communes pour la partie Ouest et la partie Sud-Est. L'ex-

trémité Sud-Ouest du territoire est comprise dans le périmètre de l'étude de sensibilité aux feux de la Vallée Borgne qui était prévue pour fin 2004.

Les communes reconnues à risque dans le dossier départemental des Risques Majeurs sont Saint Sébastien d'Aigrefeuille, Générargues, Anduze, Tornac et Massillargues-Atuech.

Générargues est concernée par le risque lié au site classé Seveso de Nitro-Bickford, implanté à Bagard. Trois établissements soumis à autorisation sont répertoriés sur le territoire de la Communauté de Communes à Anduze, Tornac et Cardet.

Des installations individuelles et communales utilisant des énergies renouvelables (solaire, bois, géothermie)

La ressource en eau

La gestion publique de l'eau se fait soit en régie communale soit par un syndicat (ex: syndicat intercommunal entre Massillargues-Atuech et Tornac).



La Communauté de Communes Autour d'Anduze a la compétence assainissement collectif ainsi que celle du contrôle de l'assainissement non collectif. Les communes de Tornac et Massillargues-Atuech se sont regroupées en syndicat pour gérer leur assainissement collectif.

Reste le risque de la diminution des réserves d'eau avec une pénurie si aucun entretien et modernisation des équipements n'est réalisé.

Source : SCOT du Pays des Cévennes et Communauté de Communes Autour d'Anduze

Les déchets ménagers et professionnels

Le gestionnaire de collecte des déchets ménagers et assimilés est la Communauté de Communes. Le traitement est assuré par des sociétés privées en contrats de service.

Un tri sélectif a été mis en place auprès des ménages pour les déchets verts et ménagers avec quarante sept points de tri sélectif pour les déchets : papier, verre, emballages, ...

De plus, il existe une plateforme et une aire de broyage de déchets verts sur Ribaute les Tavernes et Massillargues-Atuech.

Il est à noter une augmentation du tonnage des ordures ménagères (double flux lié à la forte présence touristique) ainsi qu'une forte augmentation du coût de traitement lié aux prestataires.



Le patrimoine, l'environnement : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

Un patrimoine bâti et naturel reconnu

La qualité des paysages agricoles et de l'environnement a des conséquences très positives sur le tourisme et les populations. Elle est donc essentielle pour le développement du territoire.

La question se pose alors de savoir si la mise en place d'une dynamique économique d'implantation de zones d'activités n'est pas susceptible de générer des effets contradictoires avec d'autres axes de développement en marquant durablement de son empreinte un territoire immédiatement perçu par ses acteurs comme un cadre de vie privilégié.

La gestion publique et locale des services « vitaux » est un atout

Le choix d'une gestion directe de l'eau, l'assainissement, les déchets par les collectivités locales est plébiscité avec toutefois des inquiétudes sur l'anticipation des besoins en eau (diminution de la ressource par rapport à la croissance de la population), sur la qualité (rendement des stations d'épuration, contrôle des installations individuelles...).

L'existence d'une recyclerie sur le territoire est vécue comme un atout.

Les risques naturels : une question qui doit rester permanente

Si la rivière est présente dans tous les esprits avec le risque « inondation », elle doit le rester en dehors de ces périodes (niveau, entretien, gestion des berges et des campings, risque de pollution notamment du Gardon...).

Des interrogations sur cette contrainte : quelle gestion intercommunale et globale des risques naturels (inondations, incendies ...) ?

Quelle prise en compte dans l'urbanisation ?

Des outils tels que le SMAGE existent et agissent mais ne semblent pas assez connus ainsi que les réglementations des Plans de Prévention des Risques Inondations.

Des ressources naturelles à mieux valoriser

La forêt est une ressource dont la gestion et la valorisation sont des potentiels pour l'économie locale. Les énergies renouvelables se développent mais restent sous-exploitées (solaire). De même des réflexions sur la production de matériaux écologiques (bois, terre, végétaux...) pour la construction serait un plus en terme économique et environnemental.

Les services à la population

La Communauté de Communes Autour d'Anduze fait partie du bassin de vie d'Alès mais elle s'organise autour du pôle de services d'Anduze, chef-lieu de canton.

Des pôles de services hors du territoire sont fréquentés par les habitants de la Communauté de Communes. En dehors d'Alès, l'enquête auprès des communes montre une fréquentation des services de Lédignan, Saint-Christol les Alès, Mialet, Boisset et Gaujac et Saint Jean du Gard.

Les services publics et assimilés

Anduze en tant que chef lieu de canton regroupe la majorité des services publics (gendarmerie, trésor public) mais connaît la diminution de ce type de service (ex : fermeture EDF...).

La Poste est présente dans chaque commune mais avec transformation du mode de gestion et une réduction des horaires et/ou du service.

Certains services sont devenus de plus en plus difficilement accessibles (ex: accès par des serveurs vocaux...) en particulier pour les personnes les plus fragiles (personnes âgées, personnes en situation précaires...).

Enfin ces services sont fortement liés à la Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP) de l'Etat.

Les services enfance jeunesse

Toutes les communes ont au moins une école et cinq communes sont concernées par un RPI (Regroupement Pédagogique Intercommunal). Elles proposent toutes une cantine et l'on notera que deux d'entre elles travaillent

avec les produits locaux et/ou biologiques (une en régie, une avec son prestataire).

Elles proposent aussi des services de garde des enfants à partir de 7h30.

Il est comptabilisé 175 places de garde pour 323 enfants de moins de trois ans soit 54 places pour 100 enfants. L'objectif national fixé est de 60 places pour 100 enfants de moins de trois ans en 2012.

Il y a quatre structures de garde pour 68 places et trente neuf assistantes maternelles pour 107 places.

Le Relais Assistantes Maternelles (RAM) intercommunal voit sa fréquentation en constante augmentation depuis sa création en septembre 2007.

La majorité des collégiens fréquentent le collège d'Anduze, d'autres vont à Lédignan et Alès. Notons la présence d'un collège professionnel à Saint Jean du Gard. Les lycées d'Alès et de Saint Christol les Alès accueillent les lycéens.

Il n'existe aucun service en direction des jeunes (animateur jeune, salle dédiée...) sauf les permanences de la MLI (Mission Locale d'Insertion) un jeudi sur deux.

Les services aux personnes âgées

Trois hébergements pour personnes âgées offrent 200 places. Le territoire comptant 1.157 personnes de plus de 75 ans, le taux d'équipement est de 172,8 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans.

Ce taux est bien supérieur à la moyenne départementale (92,9‰), régionale (100,2‰) et nationale (127,4‰). Cependant, les taux d'occupation de 100% pour les trois établissements laissent à penser qu'il y a un manque en capacité d'accueil pour les personnes âgées.

Près de 250 personnes sont bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) dont 175 d'entre elles en bénéficient à domicile.

Les services d'aide à domicile existent au travers de différentes structures associatives et aussi plusieurs entreprises alésiennes d'aide à la personne.

Un Centre Local d'Information et de Coordination (Clic

des Vallées Cévenoles) informe les personnes âgées et leurs familles.

Toutes les communes ont une association de personnes âgées et un local leur est mis à disposition.

Les services de santé

Le territoire compte 1,2 médecin généraliste pour 1 000 habitants, un chiffre situé au dessus de la moyenne française métropolitaine (1,12‰) mais sous la moyenne régionale (1,35‰).

Aucune commune n'est à plus de 10 kilomètres du premier généraliste.

Un tiers des médecins généralistes du territoire a plus de 55 ans (source Urcam). Sans connaître le risque de non-remplacement de ces prochains départs à la retraite, cette question est importante sachant qu'elle se pose sur bon nombre de territoires français et en Languedoc Roussillon.

On relèvera une offre en service de santé assez variée même s'il y a peu de spécialistes et des problèmes d'accès à la médecine de garde.

Les transports

Les déplacements s'organisent selon les vallées hydrographiques, une majorité d'échange convergeant vers Alès, principal pôle d'emploi et de services. Des engorgements se produisent de façon récurrente sur différents points du réseau (de façon saisonnière pour d'autres réseaux).

« Les transports en commun constituent un point noir, avec un problème de desserte (notamment pour les personnes âgées devant se rendre d'un hameau à Anduze ou Alès) et de tarif ».

Schéma directeur des services aux publics du pays des Cévennes – janvier 2008

Des expériences de covoiturage se sont développées à Saint Sébastien d'Aigrefeuille (via le CCAS le jeudi matin), entre les habitants de Massillargues-Atuech, et à Anduze par l'intermédiaire d'un service associatif.

Les Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Deux espaces du réseau Cyber-Base du Pays Cévennes sont implantés à Anduze et Massillargues-Atuech. Ils permettent de développer les usages d'internet (accès, familiarisation, apprentissages, perfectionnements).

L'accès au haut débit n'est pas assuré auprès de l'ensemble de la population de la Communauté de Communes Autour d'Anduze, il existe donc encore des zones blanches ainsi que pour la téléphonie mobile et la TNT.

Les services en direction des personnes en difficulté

La population allocataire de la Caisse d'Allocations Familiales représentait en 1999, 44.27% de la population totale, soit 1.447 ménages contre 48.84% en 2004, soit 1.592 ménages dont 29% étaient bénéficiaires de minima sociaux (RMI, API, AAH).

On comptabilise près de 400 allocataires du RMI, et plus de 10% des familles sont monoparentales.

Source : conseil général du Gard –décembre 2007

Les lieux d'accueil et les permanences sont concentrés sur Anduze avec : le Centre médico-social du Conseil général et ses deux assistantes sociales, l'assistante sociale CAF (un après midi par semaine), le Pôle Emploi via l'association Ricochets (tous les jours sauf le mercredi), des permanences de la Mission Locale Insertion (un jeudi matin sur deux), de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (les jeudis matin), de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (les mardi sur rendez-vous), des permanences Habitat (une fois par mois), du médiateur juridique (une fois par mois), une association d'insertion et six associations caritatives.

Les services à la population : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

« Beaucoup de contraintes mais cela ne traduit pas uniquement un manque, c'est aussi un besoin de communication et de coordination opérationnelle qui est constaté ».

Des services publics et assimilés en régression

Ces services sont encore présents sur le territoire mais on constate une réduction des missions et des horaires. Bien souvent ces décisions sont prises sans que le niveau local puisse agir. Des permanences existent et certains services permettent à leurs agents de se déplacer au domicile mais il s'agit principalement des services du Conseil Général. Cette question doit être réfléchie au minimum à l'échelle intercommunale pour faire des propositions communes en termes d'organisation du territoire et pouvoir prendre en compte :

- des pôles de services avec des moyens d'accès pour les personnes non motorisées
- des personnes relais (assistantes sociales ou associations) car les services sont éloignés ou peu pratiques (serveurs locaux)
- organisation et diffusion des informations sur les services existants
- la révision des zonages des différentes organisations (chacune ayant la sienne)

L'idée d'un schéma de services construit avec la population est évoquée.

Un bon niveau de services pour les enfants mais des manques pour les jeunes

Il existe une bonne offre pour la garde d'enfants des 0 – 3 ans. Cependant certains parents rencontrent des difficultés dans l'organisation des déplacements entre les lieux de garde et les lieux de vie et/ou de travail.

Il n'y a pas de lieu pour les adolescents ni de personnel pour encadrer et animer des activités jeunes alors qu'il existe des compétences et des personnes qui souhaitent travailler avec eux. Il manque une (ou des) structure(s) pour porter ce champ d'actions.

Les services en direction des personnes âgées : un enjeu d'aujourd'hui et de demain

On note un manque de places en établissements (permanentes et accueil de jour). D'autres types d'accueil sont à développer pour diversifier l'offre (familles d'accueil, autres structures intermédiaires...). La création de liens entre les différentes structures et acteurs intervenant auprès des personnes âgées serait un plus pour la qualité des services.

Les services d'aide à domicile sont indispensables au maintien à domicile. Ces services peuvent permettre la création d'activités (familles d'accueil).

Le CLIC va déménager, ce qui pose la question de l'accès à ce lieu d'information et de coordination.

Les clubs du 3ème âge ont un rôle important dans la vie sociale.

Des services de santé corrects en dehors de la médecine de garde

L'offre disponible sur le territoire est assez correcte en semaine et aux heures ouvrables mais est difficilement accessible sur les autres périodes. Il manque une maison médicale ou une meilleure organisation des médecins pour les créneaux non couverts (urgence, nuit, week-end) et pendant l'affluence estivale.

L'accès aux services : une difficulté

Les transports en commun sont un réel point noir du territoire. Le covoiturage reste marginal car il est peu connu et nécessite un changement de mentalité et une organisation.

Pour ceux qui ne peuvent se déplacer notamment ceux qui n'ont pas de réseau personnel, l'accès aux services est un problème certain.

Il manque une organisation et une coordination de l'information et des services.

Des services pour les personnes en difficulté existent mais là aussi il manque de coordination

Les structures existantes sont un atout (Centre Médico Psychologique, Centre Médico Social, structures d'emploi et d'insertion, et associations caritatives...). Cependant il manque une vision et une cohérence globale et territoriale. Cette compétence étant actuellement assurée par les communes, la Communauté de Communes Autour d'Anduze a peut être un rôle à jouer sur l'ensemble du champ de l'action sociale.



Inauguration de la crèche les « Granilles » à Ribaute les Tavernes
(13 juin 2009)

La vie associative et culturelle

33101 associations sont référencées dans le Gard (*source préfecture janvier 2010*) et 79 repérées comme actives sur le territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze.

38 d'entre elles ont répondu au questionnaire qui leur a été adressé (soit 48% de réponses) et ont déclaré mobiliser 2 290 adhérents, touchant 43604 personnes (4,5 fois la population du territoire).

Ces 38 associations déclarent mobiliser 1 230 665 € de budgets annuels dont 351 015 € de subventions, soit 29% du budget.

En 2009, les communes et la communauté de communes ont alloué 172764 € de subventions à 107 structures (associations et réalisateurs) et 18 891 € aux bibliothèques (pour un total de 2026 lecteurs inscrits).

Pour sa part, le Conseil Général du Gard a alloué 2 726 167 € à l'ensemble du canton jouant son rôle de 1er partenaire de développement.

Nous manquons d'éléments sur la vie associative en général et la vie culturelle en particulier même si chacun s'accorde à reconnaître la diversité des initiatives, l'engagement des bénévoles et la richesse de ses apports en terme de lien social contribuant à l'image d'un territoire dynamique où il fait bon vivre et où il se passe toujours quelque chose.

Nous avons relevé :

- ◇ une forte demande de reconnaissance pour le travail accompli
- ◇ le besoin d'un observatoire: centre de ressources professionnalisé
- ◇ un impact économique non négligeable en termes d'activités, d'emplois et de retombées financières



Groupe de travail en assemblée de territoire (6 mars 2010)

La vie associative et culturelle : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

***« Il ne faut plus considérer le développement
culturel comme un luxe dont on pourrait se
passer, mais comme un moteur de la vie
économique et sociale ».***

Une vie associative riche, diversifiée mais dispersée et fragilisée

La vie associative est un réel atout pour la vie sociale, l'intégration des nouveaux habitants. Certaines associations s'organisent de façon informelle entre elles sur du prêt de matériel mais dans l'ensemble, la vie associative manque de coordination et de locaux qui permettraient de développer la transmission des savoirs et la mutualisation des moyens.

Les associations les plus importantes qui assurent des missions spécifiques, se retrouvent de plus en plus mises en concurrence par les appels d'offre ce qui divise les forces et les moyens.

Nombre d'entre elles sont confrontées à des difficultés financières du fait du désengagement des collectivités et de l'Etat. Elles ressentent un manque de volonté des communes de s'impliquer dans leur fonctionnement et parfois une instrumentalisation par les politiques.

Certaines ressentent un manque de reconnaissance du travail fait lorsqu'elles interviennent sur des champs où l'Etat est en recul.

La culture est génératrice de cohésion sociale sur le territoire

Il existe une richesse artistique, un vivier de talents et de compétences sur le territoire. Elle est génératrice d'emploi et pourrait être un moteur de développement.

Un manque de valorisation et de liens avec les autres acteurs de la vie locale

Les associations et plus encore la vie culturelle souffrent d'un manque de valorisation et d'articulation avec les acteurs touristiques (office du tourisme, hébergeurs...).

Le bénévolat au cœur du fonctionnement associatif

Ici comme ailleurs, on note un manque de bénévoles même s'il faut relativiser ce constat. Les associations arrivent à mobiliser pour la mise en place des événements mais peu de personnes sont prêtes à s'engager dans les instances de décisions (les conseils d'administration).

Un champ d'activité notoirement absent : les jeunes

Il manque de structures, de locaux pour mener des activités spécifiques en direction des jeunes ainsi qu'un animateur en capacité de leur proposer et de les accompagner dans l'élaboration de projets ou d'activités. Il y a peu de budget pour cette tranche d'âge. Il faut différencier les besoins par tranche d'âge (pré adolescents, adolescents, jeunes en études ou à la recherche d'emploi).

Une offre sportive satisfaisante

Un manque de liens et d'actions intergénérationnels

L'Agriculture

Autour d'Anduze : le pari du bio et du raisonné

Sur le territoire vingt trois viticulteurs ont pris le virage de l'agriculture biologique, s'ajoutant aux cinq déjà labellisés. Les surfaces consacrées à cette culture raisonnée sont passées de 180 ha de vignes Bio à 480 ha, ce qui représente 65% du vignoble dans un secteur fortement impacté par les pollutions dues aux pesticides agricoles. Le projet GRAPPE3 vise à engager 400 ha nouveaux en agriculture biologique. Pour donner au département les moyens d'une ambition audacieuse - devenir le premier département Bio de France - le Conseil Général s'est donné comme objectif de favoriser l'émergence d'une agriculture durable, selon deux axes : le développement de l'agriculture raisonnée, d'une part, qui permet notamment de préserver la ressource en eau et la biodiversité, et le développement du bio, d'autre part.



L'Agriculture : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

« Une agriculture vivante, une passion à découvrir et à transmettre »

Des acteurs de la viticulture engagés dans une dynamique

Le projet GRAPPE3 (Groupe de Réflexion Autour du Paysage Ecologique, Economique, Environnemental) a permis de mobiliser des acteurs locaux et d'obtenir une reconnaissance. Il existe sur le territoire des demandes d'installations agricoles.

L'agriculture biologique : « l'atout gagnant »

L'agriculture (dont la viticulture) biologique se développe et est importante pour le territoire en terme d'économie, d'environnement, de valorisation des paysages et de vie sociale par l'implantation de circuits courts (marchés locaux, caves coopératives et à moindre niveau AMAP, cantines, restaurants, Biocoop et particuliers) qui répondent à une demande locale.

Un accès au foncier de plus en plus difficile

Cet accès est essentiel et en concurrence avec le développement de l'habitat. Par exemple, certaines terres le long du Gardon seraient propices au maraîchage.

Une diversification à favoriser et penser

Le territoire est actuellement dans un système majoritairement viticole ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé. Il apparaît nécessaire de diversifier les productions mais pour cela il faut une réorganisation des structures, et en inventer d'autres.

Un besoin en connaissance de la situation et en communication

Il manque un réel état des lieux de l'agriculture sur le territoire (référencement des terres, cultures, disponibilités...) pour construire des propositions mais aussi réfléchir à des organisations qui permettraient de réduire la dépendance envers les grandes centrales d'achat. De même il manque une communication sur les « bonnes pratiques », la production locale...

La vente directe est un atout qui doit être maintenue et soutenue.

Le lien entre l'agriculture et l'entretien de l'espace

L'agriculture contribue à la diversité des paysages. Elle pourrait également mieux contribuer à lutter contre les incendies par l'élevage.

De même il existe une obligation à partager l'eau pour les différentes utilisations et à respecter un débit minimal pour la vie du Gardon, en particulier en été.



Le Gard compte aujourd'hui* 6 563 exploitations dont 3 817 à titre principal, appelées «exploitations professionnelles» d'une taille économique supérieure à 12 hectares d'équivalent blé et occupant au moins l'équivalent d'une personne à trois quart de temps.

L'agriculture, dans le Gard, représente 12 545 personnes, accompagnées dans leur activité par 16 339 salariés occasionnels. Ce qui porte la population agricole de «production» à environ 28 884 personnes et en ajoutant 4 569 salariés de l'industrie agroalimentaire, c'est une branche économique qui emploie dans son ensemble environ 33 453 gardois.

L'agriculture gardoise est un secteur économique essentiel pour l'économie départementale. L'activité agricole de production représentait à fin 2007, 674,71 millions d'euros qui se répartissent comme suit :

- ◇ 631,31 M€ pour les produits végétaux (céréales, vignes, fruits et légumes et autres...)
- ◇ 25,75 M€ pour les animaux (ovins, caprins, bovins, équins, volailles, etc.)
- ◇ 17,65 M€ pour les services

L'Agriculture Raisonnée : une logique de développement durable des exploitations. Le Gard est au cinquième rang français avec 130 exploitations qualifiées. Il s'agit d'une démarche de gestion globale de l'exploitation agricole qui nécessite un travail de mise en conformité aux 100 exigences du cahier des charges national.

L'agriculture biologique dans le GARD ? Enjeu fixé par le Grenelle de l'Environnement : 20% de la SAU en 2020.

Le Gard est le 2ème département français en nombre de producteurs Bio : 370 producteurs.

Le 10ème département français en surfaces « Bio », avec plus de 9 500 ha. Leader national du développement des produits biologiques en restauration collective.

Le 1er département par le nombre de producteurs en Languedoc Roussillon et leader régional en fruits et légumes et vins « Bio ».

Pour 2009 l'enveloppe agricole du département à la filière bio était de 500 000 euros.

* chiffres 2008



Le Tourisme

Avec 15 millions de touristes par an, le Languedoc-Roussillon est la quatrième région touristique française. Sont comptabilisées 100 millions de nuitées annuelles avec un pic de fréquentation du 14 juillet au 15 août, période qui représente 55 % du chiffre d'affaire mais depuis quelques années, une « seconde saison » se confirme sur les mois d'avril et de mai.

L'ensemble du territoire régional représente 2 millions de lits dont 547 000 lits marchands et 1,45 millions de lits en résidences secondaires non commercialisées.

Le Gard offre 92 150 lits marchands et le Pays des Cévennes 30 000 lits marchands (hors résidences secondaires)

Le territoire autour d'Anduze a accueilli en 2009 plus de 1 500 000 visiteurs et parmi eux 72 154 ont franchi le seuil de l'Office de Tourisme.

Le territoire de la Communauté de Communes offre une capacité d'accueil de 9 297 personnes soit autant que d'habitants permanents répartis en 211 établissements comptant 383 chambres et 2557 emplacements.

Exemples de fréquentation :

Pont du Gard (hors territoire)	1 200 000 visiteurs
La Bambouseraie	300 000 visiteurs
Petit Train Anduze St Jean du Gard	157 700 personnes

Le Tourisme : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

« Un potentiel touristique avec des atouts naturels et humains sous exploités »

Une offre touristique riche

Le territoire possède de nombreux atouts pour le tourisme : une région touristique (littoral...), une diversité de paysages, un climat favorable, du calme et de la tranquillité, de nombreuses possibilités d'hébergement, des animations (Festival de la céramique, artisans d'arts...), une activité viticole...

Une saison concentrée sur la période estivale

Le manque d'étalement de la saison sur le printemps, l'automne et l'hiver notamment par la diversification des activités (randonnées par exemple) est considéré comme une contrainte.

Un manque d'activités et/ou de communication sur l'existant

Cette carence touche tant le public déjà sur place que celui que l'on pourrait attirer en valorisant les actions existantes.

Un tourisme pas assez ancré sur des valeurs communes à définir et à décliner

En terme d'image et de choix sur un (ou des) types de tourisme, les possibilités sont nombreuses mais pas développées tant dans la communication que dans les actions. Les participants ont évoqué : l'éco-tourisme, l'œno-tourisme, l'agritourisme (séjours ou repas « à la ferme »...) le tourisme de pleine nature (randonnées...), le tourisme lié à l'artisanat (poterie...).

Une mise en réseau des acteurs insuffisante

Il n'y a pas assez de relations, d'échanges par exemple entre les hébergeurs et les prestataires de services (activité VTT...), les prestataires culturels.

Une politique touristique territoriale et de partenariat est à développer et à affirmer

De nombreuses questions, des pistes d'action ont émergé sur :

- la valorisation et les liens entre les acteurs locaux (artisans, viticulteurs, producteurs de produits du terroir, associations, ...)
- le développement de produits nouveaux : tourisme nomade (camping-car...) avec des aires d'accueil de qualité, voie verte, produit autour de la chasse, tourisme éducatif (classes découvertes...)
- le développement d'une cohérence entre trois éléments qui sont liés : environnement, tourisme, économie
- la mesure des inconvénients et avantages d'un excès du nombre de touristes à certains moments (été, marchés de nuit...)
- une plus grande souplesse dans les locations pour accueillir des touristes

Les actions de l'Office du Tourisme devraient répondre à ces besoins à travers un travail d'animation avec les acteurs locaux du territoire.

L'environnement : un atout à entretenir et à préserver

Si l'environnement est un élément attractif, il est constaté un manque dans son entretien : des rivières sales ou polluées à certains endroits (Gardon, Amous) et un manque de propreté avec des poubelles qui traînent, des excréments d'animaux...

L'Économie

Entre 1999 et 2006, nous constatons une augmentation de la population active du territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze (+ 532 actifs de 15 à 64 ans) dont ceux qui ont un emploi (de 80% en 1999 à 82% en 2006).

Un taux de chômage en baisse (20% en 1999 contre 17% en 2006) mais bien plus élevé que le taux départemental (11%), régional (10,7%) et national (7,5%)

Le nombre de chômeurs (au sens de l'INSEE) est de 674. Les plus concernés sont les femmes (taux de chômage de 20% contre 14% pour les hommes) et les jeunes de 15 à 24 ans et en particulier les jeunes femmes. Ces données ont été établies avant la crise et ces chiffres de chômage sont à revoir à la hausse.

Les établissements de services sont les plus représentés mais sont beaucoup moins présents qu'en France (52,1% sur la Communauté de Communes contre 61,3% en France).

Les métiers du bâtiment et de l'industrie sont mieux représentés que dans le reste de la France.

En décembre 2007, sur le territoire intercommunal, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Gard a enregistré 261 établissements artisanaux dont 101 dans le bâtiment, 66 dans la fabrication, 56 dans les services et 38 dans le commerce artisanal.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard a quant à elle répertorié 394 établissements commerciaux et industriels dont 199 dans le commerce, 115 dans les services et 80 dans l'industrie. Si le taux de chômage reste im-

portant, la communauté bénéficie d'une réelle dynamique en matière d'emploi. Le nombre d'emplois sur le territoire a augmenté de 27 % entre 1999 et 2008 et 79 nouvelles entreprises s'y sont installées ou y ont été créées sur la seule année 2008. La plupart des emplois créés l'ont été dans le secteur du commerce et des services (77%). Ces emplois ne sont pas délocalisables et sont une force pour la communauté. Les salariés ne représentent que 40 % de la population active. Ainsi, si plus de 40 % de ces salariés travaillent hors du territoire, ce ne sont que 19 % des actifs qui travaillent sur l'aire urbaine d'Alès et entre 2 et 10% sur le secteur nimois. La communauté de communes est l'exemple type d'un sous bassin d'emploi qui se développe de manière autonome et sans liens avérés avec l'agglomération voisine.

La Communauté de Communes compte cinq zones d'activité économique qui disposent encore de quelques hectares disponibles.

L'implantation d'entreprises nouvelles sur le Pays des Cévennes se fait principalement en périphérie des agglomérations, lesquelles ne disposent plus de foncier disponible pour implanter de nouvelles entreprises.

L'activité commerciale est bien représentée avec 2,34 de commerces traditionnels de détail pour 1000 habitants sur la commune d'Anduze, commune qui est la mieux équipée du Pays des Cévennes (taux français de 5,9‰ en 2004). Les quatre grandes surfaces du territoire de la Communauté de Communes sont implantées sur Anduze et la forte présence des restaurants sur la commune est sans doute liée à l'activité touristique.

Le commerce à Anduze représente un chiffre d'affaires estimé de 22 M€ (16 M€ en alimentaire, 6 M€ en non alimentaire), contre 19M€ à Saint Christol les Alès, 6,4M€ à Saint Jean du Gard, 19 M€ à La Grand Combe

Source : Communauté de Communes Autour d'Anduze : éléments de diagnostic

L'Économie : ce qu'en dit l'assemblée de territoire

« Le territoire, s'il veut promouvoir un développement local et préserver son identité rurale, ne doit pas limiter son développement économique au tourisme et à l'agriculture, et doit chercher à limiter son empreinte écologique et à s'assurer d'une maîtrise démocratique »

Des secteurs économiques forts mais à diversifier

Le tourisme et l'agriculture en particulier par le développement du « bio » sont les piliers de l'économie locale au côté de l'artisanat, des services, des commerces saisonniers et des emplois culturels. Cependant il est observé une faiblesse de l'activité économique et un manque d'emplois pérennes, nécessaires pour fixer entre autre, la population des jeunes.

Des ressources naturelles et patrimoniales qui offrent un potentiel économique

Les énergies renouvelables (bois, soleil...) offrent un potentiel cohérent par rapport à l'identité rurale du territoire. Il est important de conserver cette identité sans se priver des apports extérieurs et des idées nouvelles.

Il existe plusieurs réalisations ou projets importants en photovoltaïque. Par contre la valorisation du bois est insuffisante.

Un manque de communication et d'accompagnement

Le manque de voies de communication ainsi que d'accès au haut débit est une contrainte pour développer certaines activités économiques. De même il n'y a pas d'accueil de nouveaux acteurs économiques sur le territoire ou alors ils sont méconnus.

Les travers de l'économie touristique

Cette activité essentielle reste fragile et le tourisme de proximité est réduit. Elle induit des augmentations de prix en période touristique et les locaux commerciaux sont trop rares et avec des loyers trop élevés.

L'emploi est le plus souvent précaire et on manque de données réelles pour savoir ce qu'il représente réellement sur ce secteur d'activité.

L'économie sociale et solidaire

Ce champ de l'économie est un atout pour le territoire même s'il n'est pas spécifiquement mentionné dans les données au chapitre économie (pages 65 et 66) .

Le développement économique ne doit pas nuire à l'environnement et doit prendre en compte la problématique de la ressource en eau



Panneaux photovoltaïques sur le toit de la cave coopérative de Massillagues-Atuech

L'Horizon

6 mars 2010



Assemblée de Territoire du 6 mars 2010

Toutes les données des participants issues du Regard, d'études, sur les atouts et faiblesses du territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze nous ont permis de partager et valider en assemblée plénière et en première partie de la deuxième Assemblée de Territoire (6 mars 2010) appelée « **Horizon** » un certain nombre de caractéristiques que nous tenons ici à présenter en synthèse.

Le territoire en général

- Un cadre et une qualité de vie privilégiés
- Une logique de vallée : une réalité à renforcer
- Des habitants qui s'intéressent à la citoyenneté

Les routes, le paysage, l'habitat

- Des routes rurales qui ouvrent vers les pôles urbains avoisinants mais rapidement saturées
- Des paysages diversifiés, gage de l'attractivité du territoire et du développement du tourisme mais des paysages fragiles
- L'habitat dispersé : un style de vie de qualité mais un choix discuté et à discuter pour l'avenir

La population

- L'augmentation de la population : une richesse sociale, culturelle et économique... avec des conséquences à maîtriser ou anticiper.

- La part importante de retraités et de personnes âgées : une réalité à double visage
- Un territoire pas encore assez attractif pour les jeunes

Les activités, les revenus

- Des potentiels d'emplois locaux et des pôles d'emplois extérieurs
- Le tourisme : une activité essentielle aux effets transversaux
- La précarité : une réalité à assumer

L'urbanisme, le logement, l'occupation du sol, le patrimoine, l'environnement

- Le logement au cœur des préoccupations
- Des craintes concernant l'urbanisation
- Une vocation agricole revendiquée
- Un patrimoine bâti et naturel reconnu
- La gestion publique et locale des services «vitaux» est un atout
- Les risques naturels : une question qui doit rester permanente
- Des ressources naturelles à mieux valoriser

Services et vie sociale

- Des services publics et assimilés en régression
- Un bon niveau de services pour les enfants mais des manques pour les jeunes
- Les services en direction des personnes âgées : un enjeu d'aujourd'hui et de demain
- Des services de santé corrects en dehors de la médecine de garde

- L'accès aux services : une difficulté
- Des services pour les personnes en difficulté existent des mais il manque de coordination

Vie associative et culturelle

- Une vie associative riche, diversifiée mais dispersée et fragilisée
- La culture est génératrice de cohésion sociale sur le territoire
- Un manque de valorisation et de lien avec les autres acteurs de la vie locale
- Le bénévolat au cœur du fonctionnement associatif
- Un champ d'activité notoirement absent : les jeunes
- Un manque de liens et d'actions intergénérationnels

Agriculture

- Des acteurs de la viticulture engagés dans une dynamique
- L'agriculture biologique : le «tout gagnant»
- Un accès au foncier de plus en plus difficile
- Une diversification à favoriser et penser
- Un besoin en connaissance de la situation et en communication
- Un lien à renforcer entre l'agriculture et l'entretien de l'espace

Tourisme

- Une offre touristique riche
- Une saison concentrée sur la période estivale
- Un manque d'activités et/ou de communication sur l'existant
- Un tourisme pas assez ancré sur des valeurs communes à définir et décliner
- Une mise en réseau des acteurs insuffisante
- Une politique touristique territoriale et partenariale à développer et affirmer

Économie

- Des secteurs économiques forts mais à diversifier
- Des ressources naturelles et patrimoniales qui offrent un potentiel économique
- Un manque de communication et d'accompagnement
- Les travers de l'économie touristique
- Le développement économique ne doit pas nuire à l'environnement et doit prendre en compte la problématique de la ressource en eau

Vers une Haute Qualité Démocratique

Des demandes

- Plus de démocratie (information sur les décisions, comprendre les enjeux et les choix).
- Plus de coordination des interventions des collectivités (comprendre le «mille feuilles»).
- Coopérer avec d'autres territoires ? Sans se marier ?

- La logique de vallée : comment faire pour la prendre en compte et la concrétiser ?

Dans un premier temps le travail sur l'horizon s'est déroulé par groupe en cinq ateliers à partir des thèmes communs : le territoire en général, les routes, les paysages et l'habitat.

Un deuxième temps de travail, toujours en groupe de cinq ateliers a permis de traiter : des services, de la culture et de la vie associative, du tourisme, de l'agriculture et de l'économie.

La restitution de l'ensemble de ces travaux et la validation ont eu lieu le vendredi 23 avril au soir dans le cadre de la Troisième Assemblée de Territoire.

L'Assemblée de Territoire a construit un graphe de développement ou Horizon.

Celui-ci consiste à décliner des objectifs préalables à la définition des actions (ou Chemin) qui permettront d'atteindre ce territoire rêvé à l'horizon de 15 ans.

Cet Horizon est la référence pour la mise en œuvre des actions. Il fonctionne comme un entonnoir dans lequel chaque idée d'action doit être étudiée pour vérifier sa cohérence par rapport au regard et au territoire souhaité.

L'Assemblée de Territoire a tout d'abord fixé **un grand objectif** qui indique le sens général auquel doit répondre le programme d'actions.

« **Consolider un territoire rural et citoyen pour relever les défis environnementaux et socio- économiques** »

Au travers de ce grand objectif, l'Assemblée de Territoire a affirmé sa volonté de construire l'avenir à partir de l'identité rurale de son territoire, de le consolider dans une démarche de travail commun entre les habitants, les acteurs économiques et associatifs et les élus. Cependant, il ne s'agit en aucun cas de se figer dans une vision passéiste d'un territoire riche en patrimoine historique, naturel et culturel, mais bien de s'inscrire dans l'avenir en relevant les défis environnementaux au sens large et socio-économiques : agriculture, valorisation et préservation du patrimoine, lien avec les nouveaux habitants, avec les territoires voisins....

Ainsi, elle a précisé la direction à prendre en **dix orientations stratégiques** dont cinq concernent des axes transversaux de la vie sur le territoire et cinq des axes thématiques.

Les axes transversaux développent la façon d'aborder ou de mettre en œuvre les actions telles que :

- Intégrer **l'environnement** au cœur de toutes les démarches.
- Intégrer **l'information, la communication, la formation** au cœur de toutes les démarches, moyens permettant au plus grand nombre de comprendre, participer, s'associer au développement du territoire.

- Entretenir une **dynamique de participation** c'est-à-dire de travail en commun de réflexion entre les habitants, les acteurs économiques, associatifs et les élus pour consolider un esprit de solidarité. Certes, la décision appartient aux élus mais les idées deviennent plus riches, plus adaptées, plus pertinentes lorsqu'elles sont construites à plusieurs voix.

D'autres axes transversaux sont au centre des préoccupations de l'Assemblée de Territoire car ils vont dessiner le territoire de demain :

- **L'urbanisme** où l'orientation souhaitée est de garantir le maintien et l'accueil d'une population dans un territoire qui sait reconnaître, valoriser et bâtir son identité architecturale ainsi que sa vie sociale. Ce cadre de vie, auquel les habitants et les élus sont fortement attachés, implique une réflexion territoriale sur la réhabilitation mais aussi des formes de constructions nouvelles cohérentes et harmonieuses avec l'existant.

Un autre point essentiel pour l'avenir sur ce territoire est de garantir l'accès au logement à ceux qui ont de faibles revenus notamment les jeunes actifs.

- **L'organisation territoriale** où l'orientation souhaitée est de développer les approches intercommunales sur des thèmes d'intérêt commun tels que l'habitat, l'urbanisme, l'environnement...

Le principe est qu'une fois cette vision territoriale élaborée, elle puisse être partagée dans le cadre de coopérations dont les modalités sont à définir avec d'autres territoires mais aussi d'autres acteurs (économiques, culturels...).

L'Assemblée de Territoire a également fixé des orientations sur des axes thématiques :

- **Agriculture** : il s'agit de se donner les moyens d'inclure plus encore cette activité dans la vie locale grâce à un soutien des citoyens et des élus dans l'optique d'une alimentation saine et des pratiques respectueuses de l'environnement avec le développement de circuits courts, de filières biologiques, le renforcement ou développement de « nouvelles productions » (maraîchage, filière bois, élevage...).

- **Culture et Vie associative** : le but est de développer une politique cohérente et ambitieuse car la Culture et la Vie Associative sont, et peuvent être plus encore, un moteur du développement local.

- **Économie** : les actions à mener doivent permettre de reconquérir des activités économiques en s'appuyant et en valorisant l'existant et en soutenant la diversification au travers d'une vision intercommunale.

- **Services et Vie sociale** : il est souligné le fait d'associer la volonté politique et les dynamiques des acteurs locaux et des habitants pour garantir l'accès aux services pour tous, construire des réponses adaptées aux besoins des populations et consolider la cohésion sociale sur un territoire qui accueille de plus en plus de nouveaux habitants.

- **Tourisme** : il est utile de l'ancrer sur des éléments locaux forts (viticulture, patrimoine, savoir-faire tel que la céramique...) avec une réelle mise en réseau des acteurs concernés (hébergeurs, prestataires d'activités mais aussi viticulteurs, potiers, associations...) pour développer et renforcer l'offre de qualité sur une saison plus longue.

L'Assemblée de Territoire a alors décliné ces orientations en objectifs stratégiques et opérationnels avant de proposer des idées d'action.

Cette phase de l'Horizon a été riche en débats et contributions tout en insistant sur les principes de réalité : tout n'est pas possible à réaliser maintenant par le seul territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze. La logique de vallée et l'ouverture aux territoires limitrophes a été intégrée dans le graphe de développement.

Voir le graphe en pages 163 et 164



Le Chemin

24 avril 2010



LES IDÉES ACTION

Une volonté : poursuivre la démarche participative et élargir le champ des compétences de la Communauté de Communes Autour d'Anduze

1. PARTICIPATION
2. AGRICULTURE
3. CULTURE ET VIE ASSOCIATIVE
4. ECONOMIE
5. ENVIRONNEMENT
6. SERVICES ET VIE SOCIALE
7. TOURISME
8. TRANSPORTS
9. URBANISME ET HABITAT

1. PARTICIPATION

Poursuivre la démarche participative

Elargir le champ des compétences de la Communauté de Communes Autour d'Anduze

Promouvoir une université populaire

- ◇ Création d'une plateforme d'échanges de savoirs et de services

- ◇ Information/échange sur les villes «en transition»

- ◇ Atelier de transmission des savoir-faire alimentaires

Soutenir un forum de l'économie sociale et solidaire

Créer des outils intercommunaux d'information et de communication

- ◇ Portail multimédia en Cévennes

2. AGRICULTURE

Sensibiliser à la qualité de l'alimentation

Mettre en place des actions d'animation, de communication et de formation autour de l'agriculture biologique

Communiquer sur l'agriculture locale

Former et informer les agriculteurs sur l'utilisation des phytocides.

Soutenir les projets locaux d'organisation agricoles

- ◊ Installation des jeunes et développement des circuits courts
- ◊ Développement de l'agriculture en partenariat avec les projets locaux
- ◊ Recensement des terres et exploitations disponibles
- ◊ Répertoire des activités de transformation

Accompagner l'émergence d'une filière bois

Réhabiliter les forêts pour l'élevage

Initier et animer les jardins familiaux et collectifs

Installer une aire de compostage

3. CULTURE ET VIE ASSOCIATIVE

Créer un ou des lieux culturels et artistiques

- ◊ Maison de la terre
- ◊ Musée du Chapeau
- ◊ Lieux de résidence
- ◊ Lieux de diffusion notamment pour les musiques actuelles
- ◊ Lieu ressources pour le spectacle vivant
- ◊ Atelier volant

Actualiser un annuaire des associations

Développer une Maison des associations

Créer un poste de coordination culturelle

Accompagner la création d'événements artistiques et culturels tout au long de l'année

- ◊ Festival d'orgue

Développer une plateforme des spectacles vivants

- ◊ Les Arts vivants en fête
- ◊ Les lubies : événement culturel

Tisser des liens entre l'art et l'artisanat d'art

4. ECONOMIE

Créer un centre d'activités économiques

Créer un « hôtel d'entreprises »

Créer un lieu d'accueil des formations

Encourager l'émergence d'une association interprofessionnelle intercommunale

Accompagner l'élaboration et la mise en place de projets économiques

Favoriser l'aide à l'investissement par l'association de fonds publics et privés

Mettre en place un dispositif d'aide à l'embauche d'un 1^{er} salarié

Créer une monnaie complémentaire locale

5. ENVIRONNEMENT

Créer un point d'information Énergie

- ◇ Création d'une structure et des mesures d'accompagnement pour les énergies renouvelables

Limiter les déchets et en améliorer la gestion

- ◇ Création d'un poste d'ambassadeur de tri des déchets
- ◇ Points de déchets sur les lieux touristiques
- ◇ Acquisition d'une vaisselle consignable et réutilisable
- ◇ Broyage des déchets verts
- ◇ Renforcement du partenariat entre la Communauté de Communes et les associations locales s'occupant de recyclage
- ◇ Rétablissement des missions du « garde-champêtre »

Éduquer à la préservation de l'environnement

- ◇ Sensibilisation en direction des enfants
- ◇ Suppression du désherbant sur le territoire

Préserver la ressource en eau et sa qualité

Améliorer l'accessibilité au Gardon

Généraliser les cantines scolaires Bio

Instaurer des critères sociaux et environnementaux dans le cahier des charges des appels d'offres

6. SERVICES ET VIE SOCIALE

Informez sur les services existants

Créer un centre intercommunal d'action sociale

Créer une Maison Médicale

Créer un réseau de familles d'accueil

Rendre les lieux publics et les bâtiments accessibles à tous

Favoriser l'émergence d'un lieu d'accueil pluri-générationnel

Engager une réflexion sur l'attractivité du territoire pour les jeunes

- ◊ Étude –action sur les jeunes et le territoire

- ◊ Créer une Maison des jeunes animée par un professionnel

- ◊ Créer une commission Intercommunale Jeunes

Construire un plateau sportif et une piste d'athlétisme

Organiser des actions dans une logique de soutien aux familles

Créer un lieu d'accueil parents – enfants (LAPE)

Regrouper les services de soutien aux porteurs de projets et à l'emploi

7. TOURISME

Construire une offre de séjours à thème en particulier d'œnologie et gastronomie locale

Matérialiser un circuit des potiers et céramistes

Aménager des circuits touristiques

Référencer, développer et valoriser les sentiers de randonnées

Créer des produits touristiques autour du « petit patrimoine »

Définir l'image du Piémont

Organiser la communication touristique vers l'extérieur du territoire

Aménager des aires confortables de camping-car

Promouvoir et soutenir un travail partenarial entre les organismes du tourisme et les collectivités locales

S'inscrire dans une démarche qualité

8. TRANSPORTS

Renforcer l'axe routier Nord – Sud

Concevoir un maillage local des transports collectifs

Développer les transports doux et solidaires

Concrétiser la voie verte

9. URBANISME ET HABITAT

Se doter d'un Schéma de secteur définissant une charte visuelle

Installer un outil intercommunal de maîtrise du foncier

Instaurer une opération intercommunale sur l'habitat de type OPAH

Informersur la disponibilité de logements

Proposer des alternatives au lotissement

- ◇ Construire de petits collectifs locatifs
- ◇ Créer de nouveaux hameaux
- ◇ Soutenir l'autopromotion et l'auto-construction d'un habitat collectif pour personnes à bas et moyens revenus
- ◇ Création d'Eco-hameaux



1. PARTICIPATION

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Entretenir une dynamique de participation solidaire des citoyens
- Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale
- Intégrer la communication, l'information et la formation au cœur de toutes les démarches
- Développer une vision territoriale ouverte à la coopération pour les activités d'intérêt commun

Objectifs stratégiques

- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative co-responsable et intercommunale
- Identifier et valoriser les ressources patrimoniales et humaines
- Développer une vision globale et intercommunale de l'habitat
- Faciliter l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants
- Coordonner et renforcer l'offre de services dans une logique de participation et d'autonomie des bénéficiaires dans un schéma intercommunal et partenarial
- Maintenir et renforcer la gestion publique des biens communs
- Encourager l'utilisation des énergies renouvelables
- Adapter les moyens et les infrastructures de transport et de communication aux besoins locaux
- Développer les actions collectives, associatives, coopératives et d'économie sociale

Objectifs opérationnels

- Construire des outils de participation des citoyens
- Construire des coopérations entre EPCI
- Créer des outils de coordination de l'action et de la vie sociale
- Développer et tenir à jour un outil de référencement des associations (annuaire)
- Développer les échanges via un forum internet des associations et une journée des associations

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Poursuivre la démarche participative

- Invitation de tous les citoyens à des rendez-vous réguliers (assemblées de territoire) pour rendre compte de l'évolution des actions du projet de territoire. Continuer à échanger sur de nouvelles idées et/ou l'adaptation la modification des idées initiales et inviter les citoyens à s'associer à la mise en œuvre des projets.
- constitution d'une structure de suivi du projet de territoire réunissant les élus, les citoyens, les associations. Les missions de cette structure sont à définir ensemble. L'idée de la signature d'une charte d'engagement entre élus et citoyens est évoquée.
- mise en place de forums citoyens dans les communes et à l'échelle intercommunale lors des choix d'orientation de la communauté de communes sur le projet de territoire (idée ½ journée de travail suivi d'un temps convivial). Ces temps de rencontre avec la population sont à concevoir sur un thème à travailler (ex : transport avec les partenaires compétents , Conseil Général....)
- ouverture de commissions communales et intercommunales à des non élus pour travailler ensemble sur la mise en place des actions
- mise en place d'outils de communication

Elargir le champ des compétences de la Communauté de Communes Autour d'Anduze

Suite à l'élaboration du projet de territoire, il est nécessaire de réfléchir à de nouvelles compétences afin de réaliser le grand objectif et les objectifs stratégiques notamment dans les domaines suivants :

- Urbanisme et habitat
- Action sociale
- Biens communs : rives du Gardon, sentiers, espaces verts
- Energies renouvelables
- Transports

En lien avec les communes et les collectivités compétentes en la matière.

Promouvoir une université populaire

◇ Création d'une plateforme d'échanges de savoirs et de services

Création d'une université populaire, ouverte à tous et à toutes les cultures pour favoriser l'intégration sociale et proposer des ateliers pratiques (de l'informatique à la couture).

Par ailleurs, il s'agit de créer et d'animer une plateforme d'échanges de services et de savoirs auprès des familles. Cela permettrait aussi de créer du lien social, d'éviter l'isolement, d'encourager l'animation du territoire (ex : co-voiturage, garde d'enfant ponctuelle...).

◇ Information-échange sur les villes «en transition»

Il s'agit de proposer un temps d'information et d'échange sur les villes en transition avec projection d'un DVD (45minutes) avec un débat sur le documentaire qui fait un état des lieux du mouvement international des « villes en transition » en pleine expansion.

Ce mouvement s'est développé pour relever le défi environnemental du pic pétrolier et du changement climatique.

Des citoyens se sont organisés avec des élus locaux pour s'engager dans un développement innovant : agriculture de proximité, transports doux et/ou collectifs, activités scolaires ouvertes à des groupes de citoyens, création de monnaies locales complémentaires.

Cette ou ces projections permettraient de montrer les similitudes avec le projet porté par la Communauté de Communes Autour d'Anduze.

♦ **Atelier de transmission des savoir-faire alimentaires**

Plusieurs associations (AMAP Collectif Créatif Cévenol et association de village) seraient intéressées par la création d'un lieu convivial où l'on pourrait se réunir et créer un espace pour la transformation de produits locaux qui s'appuierait sur des savoir-faire détenus par des anciens. Toutes les générations seraient ainsi mobilisées et retrouveraient le sens du partage et de l'utilité de chacun au bien de tous.

Les objectifs de cette action sont de :

- Redynamiser l'économie locale et recréer le lien entre les générations et la population
- Recréer des emplois
- Préserver les savoir-faire
- Permettre une autonomie alimentaire locale

Soutenir un forum de l'économie sociale et solidaire

L'idée est de proposer un forum avec les associations autour de l'économie sociale, solidaire et locale avec des interventions de personnes en lien avec les monnaies complémentaires, les réseaux sociaux (AMAP, SEL, Crédit Coopératif, la NEF...), des revues et radios locales.

Les objectifs de l'action sont de :

- Lier l'économique et la vie associative
- Redynamiser les acteurs locaux
- Permettre des échanges
- Aider à la concrétisation de projets d'installation dans nos vallées

- Donner des outils aux associations pour s'engager plus vite et mieux au service de la population

Créer des outils intercommunaux d'information et de communication

Il s'agit de créer des outils de communication intercommunaux (média, papier et autres supports) avec un contenu politique, associatif et communal réalisés par un encadrement technique professionnel et notamment un bulletin régulier de la communauté de communes traitant de l'avancement et des difficultés (réorientations...) des idées du projet de territoire par thème.

◇ Portail multimédia en Cévennes

Le portail multimédia Télédraïlle se propose de contribuer à la communication et à la circulation des informations afin de promouvoir les actions engagées par les associations et par les institutionnels.

Le principe est de faire participer et se rencontrer les acteurs socio-économiques du territoire.



2. AGRICULTURE

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Partager le développement d'une agriculture portée par une volonté citoyenne et politique
- Reconquérir au niveau local des activités économiques par une valorisation de l'existant et un soutien à la diversification
- Intégrer l'environnement au cœur de toutes les démarches

Objectifs stratégiques

- Soutenir une production agricole de qualité, base d'une alimentation saine
- Mettre en valeur les richesses naturelles et forestières
- Favoriser une agriculture y compris pour les pratiques amateurs qui garantisse une protection de l'environnement
- Soutenir la création d'activités nouvelles cohérentes avec la qualité de vie
- Encourager l'utilisation des énergies renouvelables

Objectifs opérationnels :

- Communiquer sur l'agriculture pour mieux l'intégrer à la vie locale
- Développer des circuits courts (commerces locaux...) et l'information sur l'alimentation saine
- Connaître la situation agricole
- Instaurer des clauses éthiques, sociales et environnementales dans les appels d'offre locaux
- Favoriser les échanges et les regroupements entre agriculteurs, la mise en commun des expériences et des dynamiques
- Soutenir la diversification agricole

- Connaître le monde agricole
- Développer des actions d'accès aux terres, d'accompagnement de formation des agriculteurs
- Assurer les successions
- Faire vivre une agriculture de qualité
- Faire vivre une agriculture bio de qualité
- Développer l'utilisation agricole de la forêt et de ses ressources
- Reconnaître la qualité des produits par un label
- Encourager le jardinage et les pratiques agricoles familiales qui sensibilisent sur le respect de l'environnement

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Sensibiliser à la qualité de l'alimentation

Il s'agit de mener un travail de sensibilisation à la qualité alimentaire par des animations notamment dans le secteur scolaire avec :

- Visites de producteurs
- Information sur l'alimentation
- Création de potagers dans les écoles
- Information du grand public

Mettre en place des actions d'animation, de communication et de formation autour de l'agriculture biologique

Au travers d'une personne référente, mettre en place des actions d'animation, de surveillance, de formation des activités agricoles : jardins potagers, élevages, travaux forestiers, viticulture...

L'objet de cette action est d'animer les actions liées aux cultures biologiques, d'organiser des rencontres citoyens / agriculture, de conseiller les élus et de suivre les projets.

Communiquer sur l'agriculture locale

Il s'agit de garantir la prise en compte et la valorisation des produits agricoles locaux dans la communication de la Communauté de Communes Autour d'Anduze notamment en direction des touristes.

Former et informer les agriculteurs sur l'utilisation des phytocides

Il s'agit par la formation et l'information des agriculteurs, de faire diminuer l'utilisation des phytocides.

La diminution des pesticides permet d'améliorer la qualité de l'eau et la qualité sanitaire des aliments.

Pour cela, il est envisagé de faire des réunions d'information, des visites d'exploitations, des tests de matériels et de proposer des cultures moins consommatrices.

Soutenir les projets locaux d'organisations agricoles

♦ Installation des jeunes et développement des circuits courts

GRAPPE3 est un Groupe de Réflexion Autour du Paysage Paysan en terme d'Economie, d'Ecologie et d'Environnement. Son objectif est de recenser le foncier libre pour inciter les jeunes (ou moins jeunes) agriculteurs à venir s'installer en maraîchage et à diversifier vers des productions nouvelles (plantes aromatiques, chanvre...).

Il s'agit aussi d'optimiser les circuits courts.

Il est important que ce groupe soit connu et valorisé.

♦ Développement de l'agriculture en partenariat avec les projets locaux

Confier à GRAPPE3 la réalisation de l'objectif opérationnel « partager le développement d'une agriculture portée par une volonté citoyenne et politique »

Communiquer sur la pratique de l'AMAP existante
Développer et faciliter cette pratique.

Communication régulière sur la situation de l'AMAP
Faciliter un lieu sur Anduze d'échange des paniers.

◇ **Recensement des terres et exploitations disponibles**

Il s'agit de recenser les parcelles disponibles / non exploitées et leurs potentialités. Ce recensement sera transmis aux porteurs de projets d'installation.

◇ **Répertoire des activités de transformation**

Il s'agit de recenser les activités de transformation et les besoins afin de connaître les besoins en transformation de produits agricoles et mettre en commun les matériels et locaux nécessaires.

Accompagner l'émergence d'une filière bois

Il s'agit de permettre une valorisation de notre espace forestier en développant une exploitation raisonnée de la forêt (bois énergie, châtaigneraie, ...)

S'associer aux actions menées dans le cadre du Pays Cévennes notamment pour l'élaboration et la mise en route de la charte forestière.

Réhabiliter les forêts pour l'élevage

L'idée est de créer un troupeau ovin qui sera utile pour les exploitations viticoles en hiver (3 mois) et transhumera vers les forêts afin de les ouvrir et les entretenir le reste du temps

Même scénario pour les cochons afin de remettre en valeur la saucisse d'Anduze

Création d'un cahier des charges pour la saucisse d'Anduze

Initier et animer les jardins familiaux et collectifs

Il s'agit de créer un poste d'animateur pour initier la création et animer les jardins familiaux sur le territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze (conseils,

animations) et de former à la diminution des produits phytosanitaires.

Installer une aire de compostage

Cette aire de compostage permettrait d'alimenter les besoins des agriculteurs bio en matière organique d'origine locale et de qualité.



3. CULTURE ET VIE ASSOCIATIVE

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Développer une politique culturelle cohérente et ambitieuse sur le territoire
- Intégrer la communication, l'information et la formation au cœur de toutes les démarches
- Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale
- Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes, valorisant et préservant l'environnement naturel et humain

Objectifs stratégiques

- Favoriser l'intervention des acteurs culturels dans le milieu éducatif
- Identifier et valoriser les ressources patrimoniales et humaines
- Développer une culture de coopération et de solidarité qui tisse des liens entre l'art et l'artisanat d'art
- Favoriser l'émergence d'une saison culturelle
- Ériger des lieux ressources de mutualisation de création et de diffusion
- Créer une dynamique de mutualisation et d'accueil
- Élargir la saison touristique pour aller vers le qualitatif plutôt que le quantitatif
- Développer les actions collectives associatives, coopératives et d'économie sociale

Objectifs opérationnels

- Instituer une maison de la terre et des arts
- Organiser un festival du chapeau en lien avec les artistes contemporains et instituer une chapeauthèque comme lieu ressource

- Faire reconnaître le territoire par une labellisation
- Mettre en place une plate forme du spectacle vivant nœud gordien d'enseignement, de performances, de représentations, de rencontres...
- Encadrer par des professionnels des interventions en milieu scolaire dans le cadre de projets éducatifs
- Développer et tenir à jour un outil de référencement des associations et une journée des associations
- Fédérer et inciter à la création d'activités de services à la population permanente
- Créer un lieu dédié à la dynamisation de l'économie (type centre d'activités) en lien avec d'autres pôles
- Installer durablement des manifestations culturelles et artisanales liées aux ressources locales

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Créer un ou des lieux culturels et artistiques

♦ Maison de la terre

Il s'agit de créer un pôle culturel et artistique autour de la terre, en favorisant le contact direct avec le public. Ce serait un lieu d'échange, de rencontre et de partage autour de la céramique. La Maison de la terre a pour but de faire découvrir la terre dans tous ses états et le patrimoine céramique du pays d'Anduze par l'intermédiaire d'expositions, de visites découvertes, de démonstration de savoir-faire, de conférences et d'ateliers pédagogiques. Les ateliers représentent l'opportunité de mettre en place des actions en direction des jeunes, du grand-public, des professionnels, des touristes et des handicapés. Les ateliers relais permettront à de jeunes potiers un démarrage dans la vie professionnelle en bénéficiant du soutien et de l'expérience des artisans installés dans les ateliers permanents.

Les objectifs de l'action sont de promouvoir, soutenir la création et témoigner de la variété des tendances contemporaines ainsi que de développer la capacité d'expression, de création de tous les publics.

◇ **Musée du Chapeau**

Il s'agit de créer un lieu de conservation d'un patrimoine comprenant : chapeaux (3500 pièces) vêtements, accessoires de mode, documentation, gravures de mode, matériels de fabrication. Ce patrimoine date de 1830 à nos jours. La Chapeauthèque proposerait une transmission de savoir-faire, la promotion du travail des modistes, chapeliers, formiers, créateurs de mode ... Elle mettrait en place des expositions permanentes et itinérantes et proposerait des formations professionnelles visant tous publics, des stages, un festival du chapeau... Elle comprendrait une salle de documentation, un emplacement pour les jeunes créateurs et une boutique. Les objectifs de l'action sont de conserver un patrimoine unique en Europe, de transmettre un savoir-faire de restauration, de créer des emplois et d'être un lieu de formation pour tous les publics.

◇ **Lieux de résidence**

Il s'agit de pouvoir accueillir les compagnies dans des lieux favorisant la création artistique, d'aider les artistes à finaliser leurs spectacles. L'idée est d'installer ces lieux au cœur des communes (écoles, foyer ...)

◇ **Lieux de diffusion notamment pour les musiques actuelles**

Il s'agit de créer et réhabiliter des lieux de diffusion culturelle (arts vivants et autres) sur les huit communes et d'équiper des lieux du patrimoine (temples, carrières...). Ces lieux serviraient aux répétitions pour les musiques ac-

tuelles (hors école de musique) et permettraient de multiplier les occasions de jouer.

♦ **Lieu ressources pour le spectacle vivant**

Il s'agit de créer un pôle de partage des ressources pour les arts de la scène avec :

- Mise à disposition de matériel
- Partage de ressources administratives, de contacts et d'informations
- Aide à l'administration, au financement, à la communication de projets
- Soutien à l'emploi

Les objectifs de cette action sont de dynamiser la culture et le spectacle vivant, de créer des liens entre les acteurs culturels, d'aider à la naissance de projet.

♦ **Atelier volant**

L'idée est d'ouvrir un lieu à Saint Sébastien dédié à la pratique du trapèze volant, de la danse et du théâtre, dans les locaux de l'association *ON-Core* et encadré par les artistes professionnels de l'association. Cela permettrait d'accueillir divers publics : amateurs, professionnels, écoles ... et de proposer des cours de trapèze mini volant. L'objectif de l'action est de créer un lieu de rencontre du spectacle vivant et de participer à la vie culturelle du territoire.

Actualiser un annuaire des associations

Il s'agit de développer et tenir à jour un annuaire des associations.

Développer une Maison des associations

Il s'agit de disposer d'un lieu bâti où l'on accueille les associations en leur mettant à disposition des locaux, un accès à Internet et au téléphone...à un prix raisonnable. Ce lieu serait prioritairement destiné aux associations ayant un impact sur l'économie locale : services à la personne, association humanitaires ou professionnelles.

Créer un poste de coordination culturelle

Le but de la création d'un poste de coordination culturelle serait d'aider au montage financier des projets culturels, de repérer les politiques de financements, d'informer les porteurs de projets culturels et de jumeler les projets pour accéder aux financements européens.

Accompagner la création d'événements artistiques et culturels tout au long de l'année

◇ Festival d'orgue

Anduze bénéficie maintenant d'un orgue refait à neuf dans un vaste temple. Il est donc possible de mettre en place un festival annuel de concerts d'orgue. L'idée est que ce festival se tienne au printemps ou à l'automne.

Développer une plateforme des spectacles vivants

◇ Les Arts vivants en fête

Il s'agit d'inscrire dans le cadre de la saison culturelle une manifestation centrée sur les arts vivants (danse, théâtre, cirque, spectacles de rue, musique etc) en complémentarité avec l'offre touristique à la fois en terme de dates et de publics visés.

◇ Les lubies, événement culturel

Les lubies c'est un événement métissé et culturel qui réinvestit l'espace public. En mélangeant les formes artistiques cet événement populaire propose la rencontre des

publics et des générations. Deux ou trois jours durant, une équipe d'artistes et techniciens tente de faire le lien entre les pratiques artistiques « amateur » et « professionnelle » créant pour l'occasion un moment de partage au cœur de l'architecture, et de la création artistique locale : arts du cirque, théâtre et intervention de rue, spectacle vivant : musique, livre, arts plastiques, danse ... Dix événements lubies ont déjà été produits en France par le Cirque en kit : concept et label tout à la fois. Les objectifs de l'action sont de réinvestir et réinterpréter l'espace public et de construire de nouveaux rituels festifs, intelligents et populaires.

Tisser des liens entre l'art et l'artisanat d'art

L'objectif est de créer une dynamique de mutualisation et d'accueil qui tisse des liens entre l'art et l'artisanat d'art. L'idée est d'ouvrir un espace de production mutualisant les moyens : outillage, gestion, communication, dynamique de vente, pour encourager la coopération des talents locaux et soutenir la création.



4. ÉCONOMIE

ORIENTATION ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Reconquérir au niveau local des activités économiques par une valorisation de l'existant et un soutien à la diversification
- Entretenir une dynamique de participation solidaire des citoyens

Objectifs stratégiques

- Développer une vision intercommunale de l'implantation des activités économiques
- Soutenir la création d'activités nouvelles cohérentes avec la qualité de vie
- Développer les actions collectives, associatives, coopératives et d'économie sociale
- Soutenir la création d'activités nouvelles cohérentes avec la qualité de vie
- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative, co-responsable et intercommunale
- Valoriser les productions agricoles et artisanales

Objectifs opérationnels

- Créer un lieu dédié à la dynamisation de l'économie (type centre d'activités) en lien avec d'autres pôles
- Fédérer et inciter à la création d'activités de services à la population permanente
- Accueillir des formations
- Créer des passerelles entre chambres consulaires et acteurs associatifs pour l'accompagnement à la création d'activités
- Créer des outils financiers pour les activités de l'économie sociale et solidaire

DESRIPTIF DES IDEES ACTION

Créer un centre d'activités économiques

Il s'agit de créer un lieu spécifique intercommunal dédié aux activités économiques afin d'éviter la dissémination tout en les rendant plus visibles. Sa vocation serait d'accueillir des artisans, des commerçants, des professions libérales et des activités tertiaires. Sa taille et son équipement devront être adaptés à ces besoins. Ce lieu pourrait également avoir une fonction de champ de foire pour les marchés, expositions, rassemblements, festivals... L'idée est d'utiliser ce lieu pour multiplier les projets et de faciliter un réseau de transport collectif vers lui. En termes d'implantation, sont évoquées la proximité des voies de communication, « la plaine » entre La Madeleine et Atuech. Les thématiques prioritaires de ces formations devront être en cohérence avec le développement économique, touristique, culturel et l'environnement.

Créer un « hôtel d'entreprises »

Il s'agit d'un lieu pouvant accueillir les TPE et PME de services pour générer des synergies. L'ouverture aux associations intermédiaires et aux acteurs de l'économie sociale est envisagée.

Créer un lieu d'accueil des formations

Il s'agit de créer un lieu spécifique pour accueillir des formations longues organisées par les centres de formation agréés. Les thématiques prioritaires de ces formations doivent être en cohérence avec le développement économique, touristique, culturel et l'environnement.

Encourager l'émergence d'une association interprofessionnelle intercommunale

Il s'agit de créer un groupement des acteurs professionnels économiques (tous métiers confondus) pour permettre une cohérence et une dynamique économique. Une mise à disposition de locaux publics pour les réunions et les assemblées serait nécessaire.

Les missions de cette association seraient de :

- Décrire les besoins et manques au niveau local
- Mettre du lien entre les acteurs économiques et les administrations locales
- Identifier des besoins de formations professionnelles
- Faire un recensement des postes à pourvoir.

Accompagner l'élaboration et la mise en place de projets économiques

Il s'agit d'accompagner les porteurs de projet en les informant sur les aspects juridique, technique et écologique. Cet accompagnement doit permettre de mutualiser les études de faisabilité, de donner au projet une dimension intercommunale et de faire appel à des compétences sur le territoire.

Favoriser l'aide à l'investissement par l'association de fonds publics et privés

Il s'agit de mettre en place des aides à l'investissement par un apport de fonds publics et privés en direction des artisans, des micro-entreprises. Pour cela, une charte et des critères d'aide doivent être définis ainsi que les modalités de contractualisation et de remboursement.

Mettre en place un dispositif d'aide à l'embauche d'un 1er salarié

Il s'agit de favoriser l'emploi local par une aide à l'embauche du premier salarié après le créateur gérant.

Créer une monnaie complémentaire locale

Dans le monde il existe déjà 4 000 à 5 000 monnaies complémentaires gérées par des collectivités locales. Leur objet est de développer une économie de marché local, prenant en compte la répartition des richesses, l'utilité sociale et le développement durable.

En France, avec l'aide du Fonds social européen, l'association SOL s'est créée en 2005. Aujourd'hui la monnaie complémentaire SOL circule sous forme d'une carte de crédit dans plusieurs collectivités de 7 régions. Cette expérience est soutenue, sur la base d'une charte par 4 entreprises de l'économie sociale : Crédit coopératif, Macif, Maif et Chèque déjeuner. En Languedoc-Roussillon, à Pézenas, un groupe de 53 commerces a créé une monnaie locale en billet dans le même esprit : l'Occitan.

La mise en place d'une telle expérience nécessite plusieurs étapes et en premier lieu, une réunion publique pour expliquer le mode de fonctionnement. Elle pourrait se tenir à la rentrée de septembre et se poursuivre par une décision d'action collective et la création d'un groupe de travail pour une mise en place en 2011.



Une monnaie locale au 12ème siècle : le denier d'Anduze

5. ENVIRONNEMENT

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques :

- Garantir un urbanisme respectueux du cadre de vie ainsi que des logements économiquement accessibles
- Intégrer l'environnement au cœur de toutes les démarches
- Intégrer la communication, l'information et la formation au cœur de toutes les démarches
- Développer une vision territoriale ouverte à la coopération pour les activités d'intérêt commun
- Entretenir une dynamique de participation solidaire des citoyens
- Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale
- Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes, valorisant et préservant l'environnement naturel et humain

Objectifs stratégiques

- Encourager l'utilisation des énergies renouvelables
- Maintenir et renforcer la gestion publique des biens communs
- Développer, soutenir une production agricole de qualité, base d'une alimentation saine
- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative, co-responsable et intercommunale
- Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes, valorisant et préservant l'environnement naturel et humain
- Soutenir une production agricole de qualité
- Favoriser une agriculture y compris pour les pratiques d'amateur qui assure une protection de l'environnement

- Coordonner et renforcer l'offre de services dans une logique de participation et d'autonomie des bénéficiaires dans un schéma intercommunal et partenarial
- Identifier et valoriser les ressources patrimoniales et humaines

Objectifs opérationnels

- Définir des chartes et imposer des critères écologiques, architecturaux et énergétiques pour le bâti
- Développer le tri sélectif et le recyclage en lien avec l'éducation
- Inscrire les services existants tels la Recyclerie dans une cohérence intercommunale
- Construire des outils de participation des citoyens
- Encourager le jardinage et les pratiques agricoles familiales qui sensibilisent au respect de l'environnement
- Développer les circuits courts (commerces locaux..) et l'information sur l'alimentation saine
- Valoriser les productions agricoles et artisanales
- Instaurer des clauses éthiques sociales et environnementales dans les appels d'offres locaux

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Créer un Point d'Information Energie

Il s'agit de regrouper en un seul lieu les données techniques et économiques concernant les énergies renouvelables.

C'est un lieu où peuvent se rencontrer ceux qui savent, ceux qui veulent faire ou apprendre dans ce lieu : organiser des expositions, des rencontres scolaires etc.

◇ **Création d'une structure et des mesures d'accompagnement pour les énergies renouvelables**

Création d'une structure (coopérative, SA, SEM ou association) pour favoriser et gérer les projets liés aux énergies renouvelables, qu'ils soient collectifs ou individuels.

Création d'un fonds de financement pour les projets des particuliers et des entreprises avec des critères sociaux d'attribution.

Incitations en direction des collectivités pour la mise en place d'énergies renouvelables

Il est important d'initier une réflexion technique avec les élus et les services de l'Etat pour rendre cohérente l'intégration des énergies renouvelables et la préservation de l'architecture ancienne. Des mesures et conseils spécifiques pourraient être intégrés dans les documents d'urbanisme sur ce point (PLU, schéma ...).

Par ailleurs, un volet d'information en direction des habitants sur les aides existantes (Etat, région...) lors notamment du dépôt de permis de construire, de forums et/ou de foire annuelle sur l'éco-habitat. L'information doit circuler auprès des locataires et propriétaires.

Limiter les déchets et en améliorer la gestion

Il s'agit de définir une politique communautaire de gestion des déchets ultimes (après tri) qui intègre les éléments suivants :

- Impact sur l'environnement (choix d'une solution la plus respectueuse possible de l'environnement)
- Maîtrise du coût du traitement (nécessité de regroupement avec d'autres territoires pour réduire les coûts)
- Rationalisation du service de collecte

◇ **Création d'un poste d'ambassadeur de tri des déchets**

Il s'agit de se donner les moyens d'une politique ambitieuse de réduction des déchets en recrutant un professionnel (ambassadeur du tri) dont les missions seraient :

- De concevoir et mener des campagnes d'information : réunions d'habitants, dans les écoles et lieux de rencontres, avec les professionnels. Réalisation d'une plaquette du type « 50 questions-réponses aux questions que vous vous posez sur le tri sélectif » à partir des problèmes identifiés lors des réunions.
- D'accompagner des séances de tri sélectif avec les professionnels (des déchetteries ou autres) dans les quartiers, les villages, les écoles, les entreprises...
- De mener des évaluations quantitatives et qualitatives et les diffuser pour encourager et valoriser les bonnes pratiques.
- Concevoir et installer des panneaux de communication sur tous les sites de promenades.
- Développer les composteurs individuels ou plateformes de compostage
- Mettre des poubelles, des poubelles, des poubelles ... Partout.
- Pour une meilleure efficacité, des liens actifs avec les associations locales environnementalistes doivent être mis en place dès la conception, notamment avec la Recyclerie. L'idée d'une commission extra-communautaire avec les professionnels (restaurateurs...), les citoyens, les élus pour trouver ensemble des solutions adaptées, est évoquée.

♦ **Points de déchets sur les lieux touristiques**

Il s'agit d'apporter une attention particulière à l'organisation du tri sélectif et à la gestion des déchets pour la population touristique.

L'idée est d'organiser des points déchets aux abords de la rivière et des lieux de nature... de manière à amener les touristes à y déposer exclusivement leurs poubelles, de fabriquer une signalétique incitative et ludique ainsi que des poubelles pratiques et organiser un ramassage fréquent.

◇ **Acquisition d'une vaisselle consignable et réutilisable**

Il s'agit de mettre à disposition et faire circuler dans toutes les manifestations une vaisselle consignable et réutilisable, acquise, identifiée et estampillée Communauté de Communes.

Cela permet de sensibiliser et communiquer autour de la réduction des déchets.

◇ **Broyage des déchets verts**

L'idée est d'équiper la déchetterie d'un broyeur de déchets verts puis de partager le broyat en tant que BRF (Bois raméal Fragmenté) pour les jardiniers amateurs.

Un atelier de vulgarisation de la méthode BRF compléterait l'action

◇ **Renforcement du partenariat entre la Communauté de Communes et les associations locales s'occupant de recyclage**

Le Recyclerie peut être un outil pertinent pour la mise en œuvre d'actions de sensibilisation sur la question des déchets et du tri sélectif. La communauté pourrait conventionnellement mandater la Recyclerie pour des interventions, animations, expositions des réalisations et des œuvres dans les différents villages.

◇ **Rétablissement des missions du « garde-champêtre »**

L'idée est de trouver les moyens de rétablir le métier de garde-champêtre, notamment pendant la période touristique (aux bords du Gardon, du lac, des sites les plus visités...).

Pendant le reste de l'année, leurs missions pourraient évoluer : contrôle de l'abord des containers, des fosses septiques ...

Éduquer à la préservation de l'environnement

◇ Sensibilisation en direction des enfants

Il s'agit de mener un travail de sensibilisation notamment en direction des enfants et des jeunes dans le cadre scolaire : connaissance du patrimoine naturel et bâti, gestes de préservation des sites naturels et bâti, tri sélectif.

L'objectif est d'avoir un cadre de vie agréable. Cette action nécessite de contacter les mairies afin de solliciter les associations pour, par exemple, retirer les affiches après les événements.

Cette idée est à lier à celle des gardes-champêtres.

◇ Suppression du désherbant sur le territoire

Il s'agit de mettre en place une démarche ZERO PHYTO-CIDE sur le territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze .

Préserver la ressource en eau et sa qualité

Il s'agit d'intégrer la nécessité de préserver la ressource en eau et la qualité des eaux de nos rivières et des nappes phréatiques.

Engager les travaux de dépollution de l' « Amous ».

Inciter à une moindre utilisation des phytocides par les collectivités, les agriculteurs et les particuliers.

Travailler en collaboration avec le SMAGE des Gardons, notamment dans l'élaboration et le suivi des contrats de rivières.

Améliorer l'accessibilité au Gardon

Le Gardon est un élément essentiel du territoire. Son accès pour la baignade est actuellement limité à des plages privatives.

La demande consiste à sauvegarder la propriété collective pour permettre à tous d'accéder à la baignade.

Par ailleurs, il est demandé une meilleure coordination avec le SMAGE des Gardons.

Généraliser les cantines scolaire Bio

L'idée est de généraliser les repas avec des produits biologiques pour les enfants des écoles avec la recherche de circuits courts, de produits locaux.

Cela permet de faire des économies de transports, d'améliorer la qualité des repas et nécessite un partenariat avec une cuisine déjà en place dans les communes du territoire.

Instaurer des critères sociaux et environnementaux dans le cahier des charges des appels d'offres

Il s'agit d'utiliser des clauses applicables dans le cadre des appels d'offres locaux : critères sociaux, environnementaux, dans la production et la transformation des produits, dans leur distribution (circuits courts locaux) dans le cadre des appels d'offres pour les cantines scolaires.



Le Parc des Cordeliers à Anduze

6. SERVICES ET VIE SOCIALE

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Développer une vision territoriale ouverte à la coopération pour les activités d'intérêt commun
- Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale
- Intégrer la communication, l'information et la formation au cœur de toutes les actions
- Intégrer l'environnement au cœur de toutes les démarches

Objectifs stratégiques

- Coordonner et renforcer l'offre de services dans une logique de participation et d'autonomie des bénéficiaires dans un schéma intercommunal et partenarial
- Garantir l'accès pour tous aux services : en particulier santé, éducation, culture et sport
- Favoriser l'intégration des personnes âgées et des personnes handicapées dans la vie sociale et préserver leur autonomie
- Rendre le territoire attractif aux adolescents et aux jeunes actifs
- Entretenir une dynamique de participation solidaire des citoyens
- Faciliter l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants
- Accompagner et soutenir les personnes en difficulté pour permettre une meilleure insertion
- Favoriser le maintien des services publics et assimilés en s'organisant pour résister

Objectifs opérationnels

- Gérer l'information et la communication sur les services au niveau intercommunal
- Créer des outils de coordination de l'action et de la vie sociale
- Garantir l'accès à la médecine de garde
- Développer les familles d'accueil pour personnes âgées et handicapées
- Mener une politique intercommunale de l'habitat assurant une mixité sociale
- Créer un habitat mixte : logement social et personnes âgées ou petits foyers d'hébergement
- Accompagner les jeunes dans leur prise d'autonomie
- Créer une structure associative pouvant développer des « pôles jeunes » et contractualiser des actions jeunes
- Accompagner les jeunes dans leur prise d'autonomie
- Mener des actions « famille » concertées entre acteurs
- Regrouper sur un même lieu des services sur les mêmes thèmes

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Informier sur les services existants

Il s'agit de créer des outils intercommunaux d'information sur les services avec :

- Une rubrique « services » sur le site de la communauté de communes, regroupant les informations par thème (santé, garde des enfants, associations...), tenue à jour
- Un affichage régulier dans toutes les communes
- Un bulletin annuel.

Créer un centre intercommunal d'action sociale

Il s'agit de créer un outil intercommunal de type CIAS (centre intercommunal d'action sociale) pour réfléchir sur les besoins, coordonner les actions et donner une cohérence intercommunale. Il est proposé de travailler cette idée en invitant à titre consultatif les associations, les citoyens, les élus dans un « think tank ». Un volet de valorisation des actions menées par les CCAS et les associations caritatives doit être envisagé.

Créer une Maison Médicale

Il s'agit de créer une maison médicale pour répondre au manque de consultations médicales en particulier le soir et le week-end. Cela nécessite de travailler et de mobiliser les médecins. L'idée serait de s'appuyer sur un lieu existant (maison de retraite) où un local pourrait être mis à disposition.

Créer un réseau de familles d'accueil

Il s'agit de permettre aux familles d'accueil de pouvoir mutualiser leurs pratiques professionnelles quotidiennes voire de répondre aux contraintes de ce métier (remplacement pour des absences de courte durée telles que les démarches, les courses mais aussi les congés).

Une autre idée est de créer des logements locatifs (ex : éco-hameaux...) sans but lucratif, accessibles aux personnes âgées et/ou handicapées.

Rendre les lieux publics et les bâtiments accessibles à tous

Sur le territoire, il existe de très nombreux lieux inaccessibles soit aux personnes handicapées se déplaçant en fauteuils roulants, soit aux poussettes pour enfants. Cette question concerne l'accès aux bâtiments administratifs proposant des services mais aussi les trottoirs.

Favoriser l'émergence d'un lieu d'accueil pluri-générationnel

Il s'agit créer un lieu privé d'accueil pluri-générationnel en éco-construction avec autonomie énergétique comprenant une construction pour le collectif et 4 ou 5 constructions individuelles. Une activité de maraîchage est prévue sur le lieu.

Il permettrait également l'accueil de groupes notamment en formation. Le lieu pourrait être propriété d'une SCI ou d'une coopérative à gestion associative.

Engager une réflexion sur l'attractivité du territoire pour les jeunes

♦ Étude – action sur les jeunes et le territoire :

Il s'agit d'un travail complémentaire de recherche par un professionnel des sciences humaines, sociologue, avant de s'engager dans des actions durables et coûteuses sur le long terme. L'objectif de l'action est de comprendre comment fonctionnent les différents réseaux de jeunes et d'identifier des perspectives.

♦ Créer une Maison des jeunes animée par un professionnel :

Il s'agit de créer une maison des jeunes avec un éducateur-animateur professionnel autour d'un projet éducatif visant à allier détente, loisirs, prise d'autonomie et responsabilisation. L'embauche de l'animateur doit intervenir en amont de la création de la maison des jeunes afin de faire émerger les besoins et les demandes des jeunes. Ce lieu doit être un repère où la jeunesse peut se retrouver, échanger, partager et proposer, débattre de ses soucis et préoccupations.

◇ **Créer une commission Intercommunale Jeunes :**

Il s'agit de proposer aux jeunes de se retrouver dans une commission intercommunale pour faire ressortir des idées ou projets pour les impliquer dans la vie sociale de la commune. Mise en place d'antennes de proximité dans chaque commune de la communauté de commune.

Construire un plateau sportif et une piste d'athlétisme

Dans le cadre d'un projet d'école des sports de proximité, fonctionnant sur les temps péri-scolaires auprès des écoles primaires du territoire, il s'agit de se doter d'un outil de travail technique indispensable : un plateau sportif avec une piste d'athlétisme.

Organiser des actions dans une logique de soutien aux familles

Il s'agit d'organiser des rencontres avec les familles et les partenaires (CMS, CAF, associations...) afin de concevoir des actions favorisant la participation des familles (ex : sorties culturelles, vacances, conférences débat, formations, accompagnement de projet....).

Créer un lieu d'accueil parents – enfants (LAPE)

Il s'agit de créer un lieu d'accueil parents-enfants (LAPE) afin de favoriser la socialisation des 0 – 3 ans. Les LAPE permettent également d'apporter un soutien à la parentalité et de favoriser les échanges et les liens entre les parents.

Regrouper les services de soutien aux porteurs de projets et à l'emploi

Il s'agit d'organiser le soutien et l'appui au développement d'un point emploi- lieu ressources d'AOD offres et demandes (Ricochets) qui accueille déjà d'autres permanences (ADAEC, CEDIFF, Raison de plus...). Le lieu ressources pourrait accueillir la MLJ (mission local Jeunes). L'idée est d'inscrire cette action sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes avec une plus large diffusion de l'information. Dans un premier temps, une convention entre AOD et la communauté permettrait de rendre l'action plus lisible.



Comité Technique de Suivi

7. TOURISME

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes, valorisant et préservant l'environnement naturel et humain
- Développer une vision territoriale ouverte à la coopération pour les activités d'intérêt commun

Objectifs stratégiques

- Développer l'éco-tourisme, l'œno-tourisme, l'agritourisme et le tourisme culturel et éducatif
- Elargir la saison touristique pour aller vers le qualitatif plutôt que le quantitatif
- Améliorer la communication et la mise en réseau des acteurs
- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative co-responsable et intercommunale

Objectifs opérationnels

- Mener un travail d'animation avec les acteurs locaux du tourisme et de la vie locale
- Installer durablement des manifestations culturelles et artisanales liées aux ressources locales
- Identifier, rénover, préserver et valoriser les éléments du patrimoine, petit et grand
- Développer les activités de pleine nature (randonnée...)
- Construire une offre autour de la culture régionale
- Développer les échanges internationaux

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Construire une offre de séjours à thème en particulier d'œnologie et gastronomie locale

L'idée de séjours à thème pourrait se décliner autour de :

- Culture et patrimoine
- Œnologie et gastronomie du terroir
- Vie cévenole (musée, paysages, nourriture, flore, faune)
- en relation avec des hébergements de qualité.

Les séjours œnologie et gastronomie comprendraient :

- Visite de caves
- Initiation à l'œnologie, connaissance des cépages
- Travaux de la vigne
- Gastronomie locale : produits locaux de saison ou liés à la vigne
- Histoire de la viticulture.

Matérialiser un circuit des potiers et céramistes

Il s'agit de décliner une série d'actions pour créer un circuit visant à valoriser et faire connaître les artistes et artisans d'art :

- Dépliants
- Panneaux
- Animations
- Stages et formations.

Aménager des circuits touristiques

Il s'agit de concevoir des circuits en aménageant des points de vus remarquables avec des tables d'orientation, répertoriés dans un dépliant.

Pour cela, il faut mener au préalable un travail d'inventaire du patrimoine avec les communes en collaboration avec la communauté de communes.

Référencer, développer et valoriser les sentiers de randonnée

Il s'agit de faire un inventaire des sentiers existants, de les entretenir et d'informer sur leur existence.

Créer des produits touristiques autour du « petit patrimoine »

Il s'agit de créer un « tour opérateur » proposant des visites guidées du petit patrimoine associées à de l'hébergement et du transport.

Définir l'image du Piémont

L'idée est de créer une image institutionnelle à destination de la clientèle touristique étrangère. Cette image forte et séduisante doit être capable de concurrencer la notoriété d'autres régions proches (Provence, Luberon...) en faisant valoir les atouts : nature sauvage, réserve mondiale de biodiversité, histoire et culture locale, produits et artisanat local.

Il s'agit de travailler sur les différences, l'identification, en synergie avec la démarche entamée par le Pays des Cévennes.

Une commission de réflexion avec l'office du tourisme pourrait se mettre en place sur ce thème.

Organiser la communication touristique vers l'extérieur du territoire

Le piémont cévenol jouit d'atouts touristiques inédits dans bien d'autres régions du Sud (Parc national, Réserve mondiale de Biodiversité, pas de tourisme de masse, proximité de la montagne sauvage dans un climat méditerranéen, histoire et identité originales, etc...), mais souffre d'un fort déficit de notoriété, encore plus que les Cévennes elles-mêmes. Un mot comme "Provence" est beaucoup plus connu à l'Etranger, et même sur le territoire national (!) ce qui facilite beaucoup le remplissage des hébergements, y compris au printemps et en automne. Afin d'orienter les recherches des touristes potentiels vers notre territoire, il importe non seulement de créer des événe-

ments, des circuits, etc. (voir autres fiches-projets) mais aussi de le faire savoir et d'améliorer cette notoriété loin de notre territoire : ainsi, les gîtes qui se remplissent le printemps et l'automne y parviennent avec beaucoup plus d'étrangers que de Français ! Cela nécessite que la Communauté de Communes Autour d'Anduze travaille sur cette communication en synergie avec d'autres structures qui partagent des atouts très proches (Pays Cévennes qui a déjà commencé ce travail, Parc National, Gîtes de France, CDT, etc.) et de mutualiser les moyens, en valorisant notre identité qu'il faudra savoir imposer dans un ensemble Cévennes et Gard.

Aménager des aires confortables de camping-car

Il s'agit d'aménager des aires confortables de camping-car de qualité.

Promouvoir et soutenir un travail partenarial entre les organismes du tourisme et les collectivités locales

Les associations sont et peuvent être plus encore des acteurs essentiels du développement si leur action est entendue, soutenue et qu'elles complètent l'initiative publique. Il ressort un besoin d'écoute et de reconnaissance de l'utilité des associations par les élus. Elles peuvent parfois faire vivre des actions à un coût réduit. L'association du public et du privé permettrait de développer des offres touristiques.

S'inscrire dans une démarche qualité

L'idée est de mener une démarche qualité qui implique tous les professionnels du tourisme y compris les commerçants, restaurateurs, artisansdans la définition d'une charte.

La démarche qualité initiée par la région Languedoc Roussillon nous a fait prendre conscience l'an dernier de l'importance de maîtriser au moins une langue étrangère.

Enfin il faut que le personnel saisonnier puisse être accueilli convenablement et qu'on puisse leur proposer des logements décents à des prix décents.

8. TRANSPORTS

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Intégrer l'environnement au cœur de toutes les démarches
- Développer une vision territoriale ouverte à la coopération pour les activités d'intérêt commun
- Reconquérir des activités économiques au niveau local par une valorisation de l'existant et un soutien à la diversification
- Entretenir une dynamique de participation solidaire des citoyens
- Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes, valorisant et préservant l'environnement naturel et humain
- Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale
- Adapter les moyens et les infrastructures de transport et de communication aux besoins locaux
- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative co-responsable et intercommunale
- Développer l'éco-tourisme, l'œno-tourisme, l'agritourisme et le tourisme culturel et éducatif

Objectifs stratégiques

- Adapter les moyens et les infrastructures de transport et de communication aux besoins locaux
- Impliquer les acteurs locaux dans une démarche participative co-responsable et intercommunale
- Développer l'éco-tourisme, l'œno-tourisme, l'agritourisme et le tourisme culturel et éducatif

Objectifs opérationnels

- Réaliser un schéma intercommunal de l'urbanisme et des transports
- Construire des coopérations entre EPCI
- Construire des outils de participation des citoyens

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Renforcer l'axe routier Nord – Sud

L'état des lieux a mis en évidence que l'activité économique se développe plus facilement autour d'axes routiers.

Le territoire a un accès bien défini avec Alès et la vallée du Rhône, la 2 x 2 voies lui permet de bien échanger avec Nîmes, la Camargue et Marseille. Par contre la relation avec la zone d'influence de Montpellier, les plages et les villes languedociennes, le port de Sète... se voit considérablement réduite en raison notamment d'un réseau routier sous équipé entre Quissac et le territoire de la Communauté de Communes Autour d'Anduze (10 km de petites routes étroites, peu sûres avec plusieurs villages à traverser dont Tornac, Lézan, Les Tavernes). Une route sûre et rapide entre Quissac et Lézan ou Cardet ou Les Tavernes empruntant l'ancienne voie de chemin de fer, renforcerait la liaison Alès – Montpellier.

Les conséquences pour le territoire seraient multiples et favorables :

- Travail avec de nombreux partenaires : Région, Département, agglomération d'Alès, Pays des Cévennes, les communautés de communes de Coutach-Vidourle et autour de Lédignan
- Regain d'attractivité et d'activités économiques
- Délestage d'une partie de la circulation (bruit, pollution, danger) du réseau routier actuel et des villages concernés permettant une meilleure qualité de vie
- Développement facilité d'un tourisme de proximité et donc d'une saison touristique plus large.

Concevoir un maillage local des transports collectifs

Pour cela, plusieurs étapes sont nécessaires :

- Réalisation d'un état des lieux de l'existant en prenant en compte les fréquences de passage

- Recensement des besoins
- Trouver des complémentarités entre les offres (N°Tec, Edgard ainsi que le covoiturage, les navettes).

Développer les transports doux et solidaires

L'idée est d'aménager la voirie pour des pistes cyclables et de créer des pistes spécifiques empruntant les bords des vignes et du Gardon (sentiers, chemins) afin d'augmenter la sécurité et faire découvrir le patrimoine notamment aux touristes. Il s'agit aussi de développer des transports en commun avec des énergies propres (gaz ...) et de privilégier et d'encourager le co-voiturage. Pour compléter les transports en commun, il faut développer les locations de véhicules existants à Ricochet, le co-voiturage, l'utilisation des bus d'Anduze pour les associations ainsi qu'une formule plus souple de navette pour les individus ou petits groupes.

Concrétiser la voie verte

Il s'agit de soutenir la réflexion commencée par la Communauté de Communes sur l'aménagement d'une voie verte sur l'ancienne voie ferrée d'Anduze, Massillargues-Atuech, Cardet... Au-delà de son aménagement, il faut la baliser par des panneaux d'indications de visites de patrimoine (ex : jardins communaux d'Anduze, château de Tornac, puits de Massillargues-Atuech...). Il faudrait utiliser des matériaux « écologiques » pour l'aménager (pas de béton, ni de bitume..).

L'objet de cette action est de :

- Développer un tourisme valorisant et préservant l'environnement.
- Identifier, rénover et préserver les éléments du patrimoine. Faire des visites guidées.
- Sécuriser les déplacements pour les utilisateurs locaux et extérieurs.
- Renforcer le territoire intercommunal.

9. URBANISME ET HABITAT

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISES

Orientations stratégiques

- Garantir un urbanisme respectueux du cadre de vie ainsi que des logements économiquement accessibles
- Intégrer l'environnement au cœur de toutes les démarches
- Intégrer la communication, l'information et la formation au cœur de toutes les actions

Objectifs stratégiques

- Développer une vision globale et intercommunale de l'habitat
- Anticiper l'accueil de nouveaux résidents par la maîtrise de l'urbanisation et du logement
- Gérer le foncier bâti et non bâti destiné à l'économie
- Créer une dynamique de mutualisation et d'accueil
- Encourager l'utilisation des énergies renouvelables
- Rendre le territoire attractif aux adolescents et aux jeunes actifs
- Faciliter l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants

Objectifs opérationnels

- Réaliser un schéma intercommunal de l'urbanisme et des transports
- Créer un outil (type société d'économie mixte) pour maîtriser le foncier
- Recenser le bâti et non bâti existant et potentiel pour déterminer un projet de réhabilitation pour les activités économiques et le logement
- Mener une politique intercommunale de l'habitat assurant une mixité sociale

- Définir des chartes et imposer des critères écologiques architecturaux et énergétiques pour le bâti
- Anticiper l'accueil de nouveaux résidents par la maîtrise de l'urbanisation et du logement

DESCRIPTIF DES IDEES ACTION

Se doter d'un schéma de secteur définissant une charte visuelle

Il s'agit pour le territoire intercommunal de se doter d'un outil d'urbanisme : un schéma de secteur, déclinaison du SCOT élaboré à l'échelle du Pays des Cévennes. Dans ce travail, une charte « visuelle » doit permettre de fixer des règles communes (lieu de construction, aspect architectural...). Il permettrait de pouvoir exercer un contrôle local, un suivi et des conseils sur les thèmes architecturaux, l'urbanisme et l'environnement.

Installer un outil intercommunal de maîtrise du foncier

L'état des lieux a mis en évidence la qualité de vie et des paysages sur le territoire. Pour les préserver, il est nécessaire de maîtriser, encadrer, anticiper l'afflux de nouveaux résidents et les besoins en foncier que cela génère. L'idée est de créer un outil de type SEM (société d'économie mixte) pour pouvoir se porter acquéreur de biens, si nécessaire lors des transactions immobilières et foncières. Cela permettrait de limiter les opérations privées dont le seul objectif serait de réaliser des lotissements pour un maximum de bénéficiaires. En gérant elle-même certaines opérations, la SEM pourrait créer des réserves foncières, faire de la mixité sociale, développer des espaces de vie plus agréables avec des espaces verts, des aires de jeux, des parkings et de la voirie adaptée. Cet outil donnerait

une plus grande force à un schéma de secteur portant sur l'urbanisme.

Instaurer une opération intercommunale sur l'habitat de type OPAH

Instaurer une OPAH intercommunale pour :

- Inciter à restaurer le bâti privé existant en maintenant des loyers adaptés
- Résorber l'habitat insalubre
- Développer les capacités de logements locatifs avec un cahier des charges sur la qualité des matériaux et les économies d'énergie
- Accès à des aides locales ou nationales (ANAH)

Pour cela, il est nécessaire de faire un état des lieux du parc locatif et des logements vacants ainsi que d'informer, d'organiser des rencontres avec les propriétaires et les soutenir dans leur action de réhabilitation.

Informier sur la disponibilité de logements

Il s'agit de lister les appartements vacants à louer sur le territoire. Chaque mairie serait le relais des propriétaires pour l'information sur les logements vacants avec une remise à jour régulière et une diffusion de cette liste auprès des partenaires en lien avec le public.

Proposer des alternatives au lotissement

♦ Construire de petits collectifs locatifs

Il s'agit d'impulser la construction de petits collectifs locatifs associant jeunes actifs et personnes âgées pour pallier le manque de terrains constructibles, pour faciliter les contacts intergénérationnels, pour pallier le manque d'offres de locations aux jeunes actifs et favoriser la conception de constructions éco-responsables.

◇ **Créer de nouveaux hameaux**

Il s'agit de réfléchir à un mode d'urbanisation sous la forme de création de nouveaux hameaux en s'appuyant sur des architectes, bureaux d'étude, paysagistes, urbanistes. L'idée est de proposer une alternative aux lotissements en offrant de l'habitat intégré dans la vie moderne et respectant la qualité de vie : accès véhicule, Internet, lieu de détente et convivialité (ex : place arborée, bancs...) et éventuellement de petits commerces.

◇ **Soutenir l'auto-promotion et l'auto-construction d'un habitat collectif pour personnes à bas et moyens revenus**

Il s'agit de promouvoir l'association de familles et personnes en recherche de logement en sélectionnant les personnes par critères sociaux et leur capacité à participer à une démarche d'autogestion de groupe. En intégrant ce projet dans le logement social, il s'agit de préempter un terrain constructible ou un immeuble à rénover pour le mettre à disposition du groupe par un bail symbolique.

L'idée est d'appuyer l'auto-promotion qui consiste, pour l'association, à rechercher l'appui, si possible bénévole, d'urbanistes ou architectes puis à la mise en place d'un financement pour les gros œuvres et les matériaux par un fond de dotation ou le 1% des entreprises. L'auto-construction sur le second œuvre est assurée par les habitants eux-mêmes. Juridiquement une SCIC permet l'intégration de la collectivité territoriale assurant le logement social, d'éventuelles coopératives de production créées par les habitants et des habitants qui ne sont pas propriétaires de l'immeuble mais propriétaires de parts sociales, ce qui est éligible au PLS (prêt locatif social).

◇ **Création d'éco-hameaux**

Il s'agit de créer et d'encourager la création d'éco-hameaux en accession à la propriété de parcs locatifs avec achats par les communes ou la communauté de communes de terrains pour créer de nouveaux hameaux :

- en éco-construction
- en travaillant la cohésion sociale (lieux collectifs en relation avec la commune)
- en favorisant l'auto production : jardins familiaux

Cela nécessite de lister les appartements vacants à louer sur l'intercommunalité. Les objectifs de cette action sont de favoriser l'accès au logement que ce soit en propriété ou en location et de permettre d'être très bien logé (logement sain, environnement de qualité) à toutes les catégories de la population (familles, jeunes, etc.).



Comité Technique de Suivi

Les séminaires des élus

11 décembre 2009

12 février 2010

26 mars 2010



Séminaire des élus le 12 février 2010

En parallèle des Assemblées de Territoire et comme demandé dans la mission initiale, trois séminaires des élus communautaires ont eu lieu. Ceux-ci ont permis de réfléchir aux orientations possibles pour la Communauté de Communes Autour d'Anduze.

Le cabinet Damien Christiany, associé à FIDÈS Conseils a étudié et répondu à toutes les questions posées par les élus communautaires.

Le premier séminaire s'est tenu le 11 décembre 2009. Il a permis de détailler les compétences et l'organisation de la Communauté de Communes Autour d'Anduze et de mieux connaître celles de la Communauté d'Agglomération du Grand Alès. En effet, lors de l'été 2009, le « bourg centre » Anduze a souhaité se rapprocher de la Communauté d'Agglomération voisine.

Cette rencontre a été aussi un moment d'information sur le projet de réforme territoriale en cours.

Le deuxième séminaire, le 12 février 2010, a informé sur les différents types de coopération et d'interactivités possibles entre intercommunalités. Souvent, la fusion est présentée comme seule réponse à des relations avec les intercommunalités alors que ce séminaire a permis de montrer l'éventail de solutions possibles. Un temps de travail en ateliers a permis aux élus communautaires de positionner la Communauté de Communes Autour d'Anduze dans un contexte évolutif et dans une logique de vallée.

Le dernier séminaire, le 26 mars 2010, a montré les caractéristiques des intercommunalités voisines à celle d'Anduze. Les intervenants nous ont présenté trois scénarii fictifs mixant les premiers éléments qui ressortaient des Assemblées de Territoire et des Séminaires des Elus.

Au départ, il est à noter que deux séminaires devaient être réalisés par le Cabinet FIDES Conseils. Or, devant le nombre important d'interrogations, un troisième séminaire s'est tenu.



Présentation aux élus et au personnel administratif et technique des communes. Cardet le 10 juin 2010

Premier séminaire des élus

11 décembre 2009

ou comment appréhender le territoire de la Communauté de Communes dans un contexte na- tional et de réformes

Au moment de cette réunion, les différents textes soumis aux discussions parlementaires devaient être analysés avec beaucoup de prudence. Il apparaît qu'un territoire comme celui de la Communauté de Communes Autour d'Anduze se singularise par un périmètre hérité de nombreux facteurs (historique, géographique, sociologique...) et est considéré comme pertinent avec une population d'un peu plus de 10 000 habitants. Toutefois, chacun reconnaît la nécessité de prendre en compte la proximité de l'agglomération d'Alès et de son aire d'attractivité. Tel est le lot de l'ensemble des communautés situées en couronne péri urbaine dont les enjeux sont liés à ceux d'espaces plus urbains.

Ce séminaire des élus a permis de mettre en valeur un certain nombre d'enseignements qui alimenteront la réflexion de l'ensemble des acteurs, partie prenante de la démarche de projet de territoire.

Force est de constater que l'engagement d'une procédure de fusion de communautés ne constitue pas toujours une

fin en soi. Cette démarche est exigeante en ce sens qu'elle doit, d'un point de vue méthodologique, faire apparaître :

- ◇ la convergence et l'harmonisation des compétences communautaires avec un projet de nouveaux statuts qui détermine les choix politiques à adopter.
- ◇ l'établissement d'un mode de gouvernance renouvelé et d'une nouvelle répartition des sièges au sein du nouveau conseil de communauté résultant de la fusion.
- ◇ la nécessité d'une analyse financière prospective permettant de dégager les marges de manœuvre nécessaires à la définition et à la mise en application d'un nouveau projet de territoire.

Ainsi, une démarche de fusion ne s'improvise pas et doit respecter un calendrier à minima de six mois (durée moyenne de procédure).

Initier une démarche de rapprochement plus informel avec les territoires limitrophes peut passer par la voie de l'entente intercommunale. Cet outil simple permet la reconnaissance d'un intérêt communautaire à l'égard des compétences et des services publics dont l'intérêt est commun à plusieurs territoires. Par exemple, pour la Communauté de Communes Autour d'Anduze, ce pourrait être le tourisme. En effet, cette thématique est prégnante sur le territoire de la Communauté de Communes et peut être à l'origine d'une telle option. L'attractivité touristique ne correspond que très rarement aux périmètres administratifs. Aussi, certaines compétences ont une aire d'influence supérieure au seul périmètre de l'intercommunalité.

Deuxième séminaire des élus

12 février 2010

ou comment regarder les intercommunalités limitrophes en détail et en se projetant dans l'avenir

Lors de l'analyse du rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) du Languedoc-Roussillon sur la gestion de la Communauté d'Agglomération du Grand Alès, à partir d'éléments objectifs et chiffrés, plusieurs orientations ont été mises en lumière :

- ◇ une logique de redistribution financière très importante au cours du précédent mandat. Un pacte financier a été établi à partir du projet de territoire 2008-2015. L'importance de la dotation de solidarité, le droit de tirage en matière de fonds de concours ainsi que les remboursements établis en matière de mutualisation de personnels démontrent une volonté politique forte d'asseoir une solidarité intercommunale par le prisme d'une redistribution au profit des communes membres.
- ◇ l'intégration communautaire par le transfert de compétences successives se formalise par une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) plus importante que la moyenne nationale des communautés d'agglomérations. Par ailleurs, l'attribution de compensation prend en compte l'importance des transferts de charges induits par la nature et l'intérêt communautaire des dites compétences.

- ◇ la Chambre Régionale des Comptes met l'accent sur l'accroissement des charges de personnel au cours de la période analysée. Par ailleurs, l'évolution des charges nettes de fonctionnement est conforme à la moyenne nationale pour la strate de communautés identiques.

Scénario 1 : Faire fonctionner l'existant

L'actuel Pays des Cévennes est composé de cent dix sept communes dont treize intercommunalités et deux communes. Se pose la question de la gouvernance dans une structure aussi importante. D'autre part, quelle utilité, quelle « plus value » en termes d'efficacité et d'efficience ?

De quelle manière la Communauté de Communes Autour d'Anduze peut-elle faire valoir ses intérêts, son identité et ses spécificités par le biais du syndicat du Pays des Cévennes ?

Une des réponses se trouve dans la possibilité de prise de compétence à la carte. Pour exemple, actuellement, l'assainissement non collectif, le haut débit sont gérés à la carte au sein du Pays des Cévennes. Il pourrait en être autant d'autres compétences comme le tourisme. Le Pays travaille aussi à la structuration des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative sur son territoire ainsi que sur la taxe de séjour, à l'échelle des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.)

Scénario 2 : Impulser une nouvelle logique de Vallée

Cette option viserait à développer une économie culturelle du tourisme spécifique, dépassant les cadres administratifs existants.

Il s'agirait par exemple de créer une association ou un syndicat mixte ouvert à compétences « tourisme et économie culturelle » élargie aux collectivités concernées et volontaires. Ce nouveau syndicat intégrerait l'actuel syndicat en charge du seul foncier du « petit train des Cévennes » dont la gestion est assurée aujourd'hui par une société privée.

La question étant : comment la Communauté de Communes Autour d'Anduze peut élaborer ce qui la réunit (un projet qui rassemble) en prenant en compte ce qui «divise» (dissensus) et partager cette vision avec les collectivités intéressées ?

Au titre de la logique « vallée du Gardon d'Anduze – Porte des Cévennes » La Communauté de Communes Autour d'Anduze prendrait l'initiative de créer une dynamique créative avec les collectivités partie prenante de ce mouvement.

Ce nouveau syndicat inclurait des collectivités membres et non membres du Pays et pourrait nouer une « entente » avec le Grand Alès sous l'égide du Pays Cévennes et via le Comité départemental du Tourisme.

Scénario 3 : Rapprochement sous forme de fusion de communautés avec le Grand-Alès

Cette hypothèse a reçu une fin de non recevoir d'une grande majorité d'élus communautaires malgré la reconnaissance de la réalité des échanges économiques, en raison d'un rapport différent à la vie du territoire au sens de « culture » (histoire, géographie, habitat et mode de vie..).

Troisième séminaire des élus

26 mars 2010

ou comment imaginer un nouveau territoire tant au niveau des communes le composant que des compétences

Cette dernière rencontre a été demandée pour approfondir le travail des deux premières qui ont traité de l'intercommunalité, de ses évolutions possibles dans le cadre législatif actuel, ouvrant le débat sur le projet de réforme territoriale actuellement en cours d'élaboration.

Ce séminaire a permis d'étudier des exemples de liens possibles avec les communautés de communes limitrophes à celle d'Anduze. Une simulation de fusion (bâtie à partir d'un scénario imaginaire de rapprochement entre la Communauté de Communes Autour d'Anduze, Cévennes Garrigue et la Communauté de Communes Autour de Lédignan) a été présentée avec pour objectif de faire réagir positivement et/ou négativement les élus présents et de démontrer le mécanisme de fusion entre des intercommunalités avec des statuts homogènes, tant dans la nature que dans le contenu des compétences communautaires. Cette analyse fictive a soulevé de nombreuses réactions témoignant que la question du périmètre apparaît primordiale, dans les évolutions envisageables à court ou moyen terme sur le territoire.

Toutefois, la gestion très intégrée de la compétence « voirie » par la seule Communauté de Communes Autour d'Anduze constitue la seule différence avec les autres communautés.

Sur le volet financier, dans ce cas-là, l'analyse prospective en matière d'octroi de DGF ne démontre pas la plus-value à s'engager dans une fusion de communautés.

Ce dernier séminaire d'élus riche en échanges et en débats a permis de valider le principe d'un scénario conjuguant le maintien et le renforcement de la Communauté de Communes Autour d'Anduze, tant dans son périmètre que dans ses compétences et d'acter la nécessité de rapprochements thématiques avec les territoires périphériques par le prisme d'ententes sur des compétences communes.



Séminaire des élus

En résumé

De nombreux enjeux territoriaux ne peuvent trouver de réponse tangible à la seule échelle de la Communauté de Communes. La maîtrise de l'urbanisation, la politique du logement, le maintien d'une agriculture pérenne sont autant d'enjeux dont l'aire d'influence est supérieure à la seule Communauté de Communes Autour d'Anduze.

Par ailleurs, les dispositifs d'entente intercommunale ne peuvent être exploités qu'à l'égard de certaines compétences seulement (tourisme, habitat, services à la population...).

En l'absence de projet de territoire commun, le rattachement à la Communauté d'Agglomération du Grand Alès, par le biais d'une fusion, n'apparaît pas efficient. Les éléments de regard, dont l'objet est de façonner les orientations du projet de territoire, démontrent l'hétérogénéité des deux territoires. En l'état actuel des choses, la gestion de compétences communes entre le Grand Alès et la Communauté de Communes Autour d'Anduze nourrit de nombreuses incertitudes quant à la cohérence des actions engagées par le nouveau territoire, quant à la territorialité des politiques publiques...

A très court terme, le choix des élus de la Communauté de Communes Autour d'Anduze sera guidé à la fois par les politiques de planification territoriale ainsi que par leurs réflexions prospectives au sein du projet de territoire.

Ces travaux ont été menés dans le cadre législatif du moment tout en sachant que le projet de réforme des collectivités territoriales qui s'annonce pourrait modifier la donne. Cependant, il demeure évident que la décision des élus communautaires de proposer des évolutions possibles et réalistes apparaît comme constructive.

Ces trois séminaires ont montré l'attachement des élus communautaires à la Communauté de Communes Autour d'Anduze en renforçant sa gouvernance (huit pôles en délégation) et en mobilisant ses compétences dans son projet de territoire : vision à quinze ans qui s'inscrit dans l'esprit et la lettre de la réforme territoriale qui s'annonce.



Présentation du projet de territoire aux élus des communes et à l'ensemble du personnel administratif et technique des communes et de l'intercommunalité, le 10 juin 2010 au foyer communal de Cardet.

Le cabinet FIDèS Conseils a constitué une équipe-projet composée de Joel Raimondi directeur chargée de l'Ingénierie et la coordination de la double mission, associé à Isabelle Farges consultante en développement local et démarche participative et de Damien Christiany consultant expert en intercommunalités.



FIDèS-Concepts



Cabinet **Damien Christiany**
Conseil auprès des intercommunalités

f i r g e s
f s r g e s
f a r g e s
f b r g e s
f e r g e s
f / r g e s
f / r g e s
f e r g e s

cave de constans
11 330 Massac

fargesisabelle@wanadoo.fr
t e l : 04 68 70 02 25

développement
l o c a l

Nous remercions tout particulièrement l'ensemble des participants, les responsables administratifs et techniques, des services et collectivités, les élus, les responsables associatifs et socio-professionnels et les citoyens qui ont contribué et se sont associés à la démarche de construction de ce projet de territoire.

Le Comité de Pilotage

Alain BEAUD

Florence MARION

Patrick GAUJOUX

Jocelyne PEYTEVIN-MALHAUTIER

Aurélie GENOLHER

Eric TOREILLES

Pierre LEGRAND

Marielle VIGNE

Bruno LAPIN

Le Comité Technique de Suivi

Clémence ALDEBERT

Nicole de FREMINVILLE Catherine SENECAI

Jacqueline BALVET

Aurélie GENOLHER Dominique SENECAI

Alain BEAUD

Bruno LAPIN Marielle VIGNE

Geneviève BLANC

Fabien LIAGRE Patrice VIGNE

Adeline COLLETTE

Nicole LE FUR Gilbert VIGNOLLE

Isabelle COLOMP

Pierre LEGRAND Edmond ZIMMERMANN

Marc FOSSAT

Robert PAUTONNIER

Bernard de FREMINVILLE Huguette SCARDAPANE

Les participants

Marie Jo ALBRECHT

BAMBOUSERAIE de PRAFRANCE

Clémence ALDEBERT

Augusta BARGY

Pascale AUBERT

Florence BARTHÉLÉMY

Paulette BALME

Alain BEAUD

Françoise BALMES

Michel BENAZET

Jacqueline BALVET

Claudy BENOIT

Pierre BALVET

Marie Angèle BIGOU

Geneviève BLANC

Frédérique FENOUIL

BLOG du REBOUSSIER

Marc FOSSAT

Jean Michel BREST

David GANTIER

Eric BRUNET

Éric GAUCHER

Sophie BRUNET

Patrick GAUJOUX

Anne Marie BULTET

Aurélie GÉNOLHER

Carole CAURIER

Guy-Noël GÉNOLHER

Dany CAUSSINUS

Claude GESTE

Florence CAUSSINUS

Nicolas GIRARDIN

Isabelle CHALLIER

Martine GIVET

Olivier CHALLIER

Joke GUIT

France CHAMBOREDON

Jean-Claude HERBSTER

Adeline COLLETTE

Hélène HRON

Yves COLLETTE

Thierry JACOT

Isabelle COLOMP

Olivier JAUSSAUD

Hubert CRESSOT

Paul JUAREZ

Bernard de FRÉMINVILLE

François JULIAN

Nicole de FRÉMINVILLE

Nour Eddine LABCHIRI

Jean-Claude DECOIN

Pierrette LACOMBE

Christine DELACHAIR

Bruno LAPIN

Michel DELACHAIR

Alice LAURUT

Franck DURAND

Nicole LE FUR

Anne-Marie FABRE

Thierry LECOUVREUR

Nicole FAÏSSAT

Catherine LEGRAND

Jacques FAÏSSE

Pierre LEGRAND

Pierre LEMAIRE

Christophe ROHR

Fabien LIAGRE

Dominique SALA

Annie LINSSOLAS

Huguette SCARDAPANE

Sylvie LOUP

Catherine SÉNÉCAL

Marie-Laure MARSH

Dominique SÉNÉCAL

Renée MEERSEMAN

Geneviève SERRE

Valérie MICHON-CALMA

Catherine SERVOUSE

Gérard MUNOZ

Laura SLIMANI

Gentiane NEDELEC

Marc STEPHAN

Michel PAGÈS

Pat STEWART CAVALIER

Mathieu PAULUS

Gaby TABUTO

Robert PAUTONNIER

Éric TORREILLES

Florence PERSINE

Benoit TREHARD

Janick PEYRON

UCIA (Union des Commerçants)

Jocelyne PEYTEVIN

Elisabeth & Jean-Claude VALLAEYS

Christian PIERREDON

Gérard VANLERBERGHE

Stéphane PINQUIER

Raymonde VANLERBERGHE

Marianne PLUS

Christian VIGNE

Guillaume QUILLARD

Marielle VIGNE

Aline RIDEAU

Patrice VIGNE

Francis RIDEAU

Gilbert VIGNOLLE

Isabelle RIET

Régis VIGNOLLE

Francine RIEU

Brian WILLS

Frédéric RILLIET

Edmond ZIMMERMANN

Jacky RODIÈRE

Nous remercions les associations qui nous ont fait part de leur contribution au travers du questionnaire qui leur a été adressé par le cabinet FIDÈS Conseils.

Les associations

Chapeauthèque *Anduze*

Sporting Club Anduzien *Anduze*

L'Ile aux Enfants *Anduze*

Val de l'Hort *Anduze*

Croix Rouge Française d'Anduze *Anduze*

Ardière *Anduze*

Offre et Demande Ricochets *Anduze*

Recyclerie *Anduze*

Société de chasse Anduzienne *Anduze*

Les Restos du cœur *Anduze*

Club de la Porte des Cévennes *Anduze*

Planète Terre *Anduze*

Cardet Danse *Cardet*

Club tennis Paul Ricard *Cardet*

Terre des Enfants *Lézan*

Lézan multisports *Lézan*

Palette et Déco *Lézan*

Les Amis de la bibliothèque *Massillargues-Atuech*

C.O.F.E.C.U.L.O.S *Massillargues-Atuech*

MAVMA Moto Auto verte *Massillargues-Atuech*

Rocking Club RLT *Ribaute les Tavernes*

Sports et Loisirs *Ribaute les Tavernes*

Association de Cardet *St Jean du Gard*

Judo Club Cevenol *St Christol les Alès*

L'Aigrefeuille *St Sébastien d'Aigrefeuille*

Association de défense de *St Sébastien d'Aigrefeuille*

Attac Alès Cévennes *St Sébastien d'Aigrefeuille*

Jardin de St Sébastien *St Sébastien d'Aigrefeuille*

A.P.L.S *St Sébastien d'Aigrefeuille*

ACA St Sébastien d'Aigrefeuille *St Sébastien d'Aigrefeuille*

Cirque en kit *St Sébastien d'Aigrefeuille*

The outlaw spirits *St Sébastien d'Aigrefeuille*

Jardin des collines de Tornac *Tornac*

Club Informatique et Multimédia *Tornac*

Les amis du Château de Tornac *Tornac*

AD HOC Production *Tornac*

Foyer Rural de Tornac *Tornac*

Une mention spéciale pour l'association 00Zimprod qui a largement contribué à la diffusion de l'information en effectuant bénévolement les enregistrements et la retransmission par l'image des assemblées de territoire.

Éléments de références et de bibliographies

Données sociales et sociologiques

Les créatifs Culturels en France Association pour la biodiversité Culturelle Éditions Yves Michel Mars 2007 p 47 – 81

Le cygne noir ou la puissance de l'imprévisible Nicolas Taleb Édition les belles lettres 2008

L'échelle humaine de Bruno Lussato Robert laffont 1996

Pourquoi ça ne va pas plus mal Patrick Viveret Fayard 2005

Reconsidérer la richesse Mission « Nouveaux facteurs de richesse » Rapport réalisé par Patrick VIVERET Conseiller référendaire à la Cour des Comptes A la demande de Guy HASCOËT Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire La documentation Française Janvier 2002

Psychosociologie des organisations - séminaire d'Alex Mucchieli Éditions ESF 1977

Le développement de la personne C Rogers Dunod 1972

Enseigner et apprendre tout au long de la vie : vers la société cognitive Livre blanc Edith Cresson et Padraig Flynn - Commission européenne 1995

Croissance compétitivité emploi Livre Blanc Commission européenne 1994

Un mythe contemporain : le dialogue des civilisations Régis Debray CNRS Éditions 2007

Marcel Mauss Essai sur le don puf 2007

Le chômage créateur Yvan Illich Seuil 1977

Au bonheur des campagnes et des provinces Bertrand Hervieu Jean Viard - Éditions de l'aube 1996

Utopies Irréalisables Yona Friedman union générale d'éditions 1975

Changer le monde David Bornstein - expérience de la fondation internationale Ashoka, La découverte 2005

DEMOCRATIE ET SOCIOCRATIE

LA SOCIOCRATIE : Les forces créatives de l'auto-organisation
Par JOHN A. BUCK et GERARD ENDENBURG Texte révisé en 2004 traduit en français par le canadien Gilles Charest

La sociocratie Ré-ingénierie des lieux de pouvoirs Gilles Charest (www.Sociogest. Ca)

La démocratie se meurt vive la sociocratie Gilles Charest Éd esserci 2007

Structure et dynamique des organisations, H Mintzberg, Éditions d'Organisation, 1982

Coacher les groupes et les organisations : Avec la Théorie Organisationnelle d'Eric Berne (TOB) de François Vergonjeanne (Auteur) et François Délivré (préface) InterÉditions 2010

Structure et Dynamique des organisations et des groupes Eric Berne les éditions d'analyse transactionnelles 2005

Consensus et Dissensus Chantal Mouffe, 1994 article paru dans la Revue du M.A.U.S.S. (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) La politique et ses enjeux : pour une démocratie plurielle (Paris, La Découverte 1994)

PLURALISM, DISSENSUS AND DEMOCRATIC CITIZENSHIP
Chantal Mouffe Centre for the Study of Democracy University of Westminster

La Contredémocratie la politique de la défiance Pierre Rosenvalon Éditions du seuil 20006

La société malade de la gestion Vincent de Gauléjac Seuil 2005

De la démocratie participative Marc Crépon Bernard Steigler Mille et une nuits 2007

La télécratie contre la démocratie Bernard Steigler Flammarion

2006 Manuel d'Analyse transactionnelle Ian Stewart et Vann Joines Interéditions 1991

Auguste Comte par Angele Kremer Marietti Seghers 1970 (CF Le positivisme)

Démocratie et Sociocratie Georges Deherme Editions Promethée Paris 1930

De la pyramide aux réseaux récit d'une expérience de démocratie participative Michel Hervé, Alain d'Iribane Elisabeth Bourguinat Éditions Autrement 2007

Pour une démocratie participative - Antoine Bévort Presses de sciences Po 2002

Vers une gestion stratégique des ressources humaines les éditions d'organisations 1988

La Démocratie participative inachevée sous la direction de Marie -Hélène Bacqué et Yves Sintomer co-édition Adels / Yves Michel Collection Société Civile Mars 2010

La Démocratie Participative Inachevée Genèse Adaptation et diffusion sous la direction de Marie Hélène Becqué et Yves Sintomer Co-édition Adels/Yves Michel Collection Société civile

"P" comme participation ou comme perversion ? Le compromis démocratique. Luc Carton Propos recueillis par Daniel Detemmerman, parus dans le CFALIEN, bulletin trimestriel, décembre 2007, janvier et février 2008 [www. et-demain-en-classe.org](http://www.et-demain-en-classe.org)

AUTOUR D'ANDUZE et intercommunalités voisines

Statuts de la 2C2A, compétences, étude finances, fiches DGF et divers compte rendus

Autour d'Anduze Journal d'information de la communauté des communes, bulletin de décembre 2009

Diagnostic, données et situation, positionnement « Projet de territoire » : Documents 2008 – 2013 réalisé par la 2C2A

Diagnostic petite enfance Communauté de Communes Autour d'Anduze Fédération des foyers ruraux du Gard 2005

Programme de la Saison culturelle 2009 et 2010 Pole de développement culturel 2C2A + Conseil Général du Gard

Chiffres Clés de la 2C2A : INSEE Juin 2009

Recensement population 2006 - INSEE

Fiches DGF et statuts des intercommunalités voisines

Statuts de la Communauté d'agglomération d'Alès décembre
Préfecture du Gard Décembre 1999

Projet de territoire 2008 – 2015 Grand Alès en Cévennes New deal Nov 2008

Statut du syndicat mixte du pays des Cévennes Préfecture 2004

Statuts modifiés syndicat mixte du pays des cévennes 2007 et 2009

Présentation de l'agence myriapolis 2009 agence de développement Alès cévennes

Statuts de la communauté d'agglomération d'Alès préfecture 1999

Cour régionale des Comptes : Rappel des observations définitives
Communauté d'agglomération du grand Alès exercice 2002 à 2006 - février 2009

Note de synthèse du Groupe de travail Tourisme du Pays Cévennes du 08/12/2009 – Mine Témoin d'Alès

Groupe travail tourisme Séance du 08/12/2009

PAYS CÉVENNES 27 avril 2007 SÉMINAIRE SCOT N°1 Note de synthèse et diaporama de présentation

SCOT du Pays des Cévennes - Le territoire du Pays des Cévennes

Pays Cévennes : Note de synthèse du Groupe de travail Tourisme du 08/12/2009 – Mine Témoin d'Alès.

Pays Cévennes : Groupe travail tourisme diaporama pour Séance du 08/12/2009

Saison touristique 2007 dans le Gard : INSEE 2008

Le train à vapeur célèbre le Centenaire de la ligne St Jean du Gard Anduze Dossier de presse Nathalie Leclerc Cassiopée 2009

Eclairer le présent par le passé... pour le futur Etude Historique sur le Gardon d'Anduze et de Saint-Jean - SMAGE des Gardons Juin 2009

Listing des associations Canton d'Anduze Fédération des Foyers Ruraux du Gard Conseil Général du Gard, 2C2A, sous préfecture

SRADDT ; Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire : « Ensemble, construisons le nouveau Languedoc-Roussillon Conseil Régional Languedoc Roussillon Décembre 2008

Le Pacte Régional Conseil régional Languedoc Roussillon (478 p) Avril 2008

Contribution La Recyclerie sur quel territoire voulons nous vivre à 15 ans ?

Cartes et listes des Associations et partenaires membres du Réseau d'Appui et d'Accompagnement des Parents du Gard – Association Samuel Vincent – Conseil Général du Gard

15 800 travailleurs concernés par la pauvreté dans le Gard IN-SEE 2008

Projet de territoire communautaire – in Lien en Gardonnenque - Journal No 3 décembre 2009 – Communauté de communes Leins – Gardonnenque

Le SIG un nouvel outil in « Pays Cévennes » la lettre d'information du Pays Cévennes No 5 septembre 2009

Plie Cévenol à l'échelle du Pays in Pays Cévennes Lettre d'information du Pays Cévennes No 6 Décembre 2009

Présence 30: plaquette du Réseau d'actions sociales ouvert à l'ensemble des gardois

Coopération Alès- Nîmes : les 2es assises de l'association in Journal du Grand Alès en Cévennes No 88 Décembre 2009

Centre de Ressources de la Vie associative des Cévennes

Annuaire des associations 2009 – Centre de ressources de la vie associative des Cévennes édité avec l'aide du Conseil Général du Gard

Bilan 2004 et projets 2005

Rapport d'assemblée générale 1 juin 2006

Rapports DLA Mai et juillet 2006 cabinet AMEDIS

Eléments d'évaluation et de positionnement du projet associatif 2008-2009 Association CRVAC via Joel Marciano DDJS du Gard

Etude sur la population fréquentant les associations caritatives d'Anduze – Mémoire d'étudiante – Mairie d'Anduze & 2C2A - Eté 2009

Les Jardins collectifs d'Anduze in No 29 Automne 2009 journal « Impatience Démocratique »

Bienvenue au Conseil Général du Gard avec Geneviève Blanc in No 30 Hiver 2009 du journal Impatience Démocratique

Le 8^e festival BD des bulles dans la cartagène in No 31 Printemps 2010 journal Impatience Démocratique

Dossier GRAPPE PUISSANCE 3 – SCA de Massillargues-Atuech en partenariat avec la SCA de Tornac

Un fléchissement de l'activité économique gardoise : in 100% conjoncture – cci de Nîmes 9 décembre 2009

Guide 2009 « Autour d'Anduze – Porte des Cévennes » plaquette de l'Office de Tourisme Intercommunal d'Anduze

Capacité d'Accueil 2008 sur la communauté de Communes Autour d'Anduze. Dossier établi par l'Office de Tourisme Intercommunal d'Anduze

Plaquette Compte rendu des réunions territoriales préparatoires à l'élaboration du schéma départemental de l'Economie du Tourisme et des loisirs Conseil Général du Gard 4 décembre 2009

Schéma Départemental des enseignements et pratiques Artistiques du Gard 2007 2012 Conseil Général du Gard

L'histoire sans fin des déchets in p 2 de « sur le plan des Bribes » lettre municipale d'information No 8 Octobre Novembre 2009 Municipalité d'Anduze

Dossier de présentation du projet « Télédraïlle.org »

Communauté de Communes Autour d'Anduze : Nouvelle organisation du fonctionnement réparti en 8 pôles ci après présenté in P 4 de l'Echo de la tour No 4 Octobre 2009 Bulletin d'information de la municipalité de Tornac

Canton d'Anduze : bilan cantonal 2009 – (50p de données) Geneviève Blanc, Conseillère Général et services du Conseil Général du Gard

Bilan cantonal 2000 – 2009 Canton d'Anduze Alain Beaud président 2C2A et services du Conseil Général du Gard

Diagnostic enfance jeunesse de la 2C2A en novembre 2005, réalisé par les foyers ruraux

Communauté de Communes Autour Anduze ; éléments de diagnostic

Conseil général et la DDE (décembre 2006) – chiffres logements sociaux

Schéma directeur des services aux publics du pays des Cévennes – janvier 2008

Enquête auprès des communes de la 2C2A sur les services – FIDèS conseils et Isabelle Farges, consultante – 2010

Urcam pour chiffres médecins généralistes.

Préfecture du Gard pour chiffres associations - janvier 2010

Chambre des métiers du Gard; décembre 2007 pour chiffres établissements artisanaux

CCI du Gard pour chiffres établissements industriels et commerciaux en décembre 2007

REFORME TERRITORIALE

SDOI : Procès verbal de la réunion de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) du Gard du Mardi 30 mai 2006 – Préfecture du Gard

Carte des EPCI du Gard – Préfecture du Gard

Réforme Territoriale : rencontre préfectorale Avril 2010 - 2C2A

PENSER NOTRE ESPACE, POUR VIVRE EN CÉVENNES, texte d'Henry de Latour, Maire de Lassalle 1 mars 2010

Réforme des collectivités territoriales : association des maires ruraux 26 avril 2010

Le Conseil des prélèvements obligatoires propose un « new deal » de la fiscalité locale X Brivet et J Pasquier 06/05/2010 in « Courrier des maires »

Indicateurs des territoires in observatoire des inégalités territoriales

Données Individuelles des collectivités : Agence Française de notation (base : comptes 2008)

Réforme des Collectivités territoriales : un projet recentralisateur et dangereux par Martin Malvy ancien ministre Le Monde 19 Aout 2009

L'Assemblée des Communautés de France (AdCF) rassemble, au 1er janvier 2010, plus de 1100 communautés de toutes catégories. www.intercommunalites.com,

Nouvelles gouvernances nouveaux territoires – 18 enquêtes sur le dialogue urbain-rural édité par la Caisse des dépôts ; ADCF, APFP, DIACT, EDT, FPNRF, Mairie Conseils – décembre 2009 – téléchargeable sur www.mairieconseils.net

ETD Le portail du développement territorial - Centre de ressources www.projetdeterritoire.com

Association pour la démocratie et l'éducation sociale et locale Textes et débats sur la réforme des collectivités locales ADELS : www.adels.org/

Unadel est le réseau associatif des acteurs et des structures du développement local, dans sa dimension participative et partenariale. Dossiers sur la réforme des collectivités territoriales www.unadel.asso.fr,

Association des maires ruraux de France : Réforme territoriale : la coupe est pleine : Pétition et modèles de délibérations. www.amrf.fr

Rapports annuels de la Cour des comptes Philippe Séguin 2010 : www.ccomptes.fr

Rapport annuel 2009 au Président de la République Jean Paul Delevoye Février 2010, www.mediateur-republique.fr,

ECONOMIE AGRICULTURE (site DRAAF, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt du Languedoc-Roussillon)

La viticulture en 2009 en Languedoc-Roussillon : article publié dans le cadre de l'année économique et sociale 2009, fruit d'une collaboration de différents services de l'État membres du Gstat et de partenaires habituels, notamment la Banque de France. L'ensemble du document est accessible sur le site de l'Insee.

L'agriculture en 2009 en Languedoc-Roussillon Cet article a été publié dans le cadre de l'année économique et sociale 2009. L'article relatif à l'agriculture est disponible ci-après.

L'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt - Mémento 2009 : L'essentiel sur : la population et l'emploi, la météorologie, le territoire, les exploitations, les productions animales et végétales, l'industrie agroalimentaire, la viticulture, la forêt et le bois, l'environnement, les données économiques.

Le parc national des Cévennes : Diagnostic réalisé en partenariat avec l'Insee

L'année économique et sociale 2008 en Languedoc-Roussillon : L'année économique et sociale présente sous forme synthétique le bilan de l'année écoulée.

Mémento agricole 2008 ; Le mémento agricole regroupe les principaux indicateurs de l'activité agricole dans la région et ses 5

départements : Aude, Gard, Hérault, Lozère et les Pyrénées-Orientales.

Agreste - mémentos agricoles départementaux - édition 2007 : Dépliant regroupant les principales statistiques des cinq départements de la région Languedoc-Roussillon : l'Aude (11), le Gard (30), l'Hérault (34), la Lozère (48) et les Pyrénées-Orientales(66).

Agreste - memento agricole du Languedoc-Roussillon - édition 2006 Dépliant regroupant les principales statistiques de la région du Languedoc-Roussillon.

Agreste - Recensement agricole 2000 - Principaux résultats : Les principaux résultats du recensement agricole 2000 concernant : les exploitations, les superficies agricoles, le cheptel, la population et la main d'œuvre, le matériel et l'équipement, l'environnement, la diversification et les départements de la région.

Filière agricole : le Gard se met au vert in l'information économique du Gard Octobre 2009

Les données agricoles du département du Gard in Chambre départementale de l'agriculture du Gard

OBSERVATOIRES

ORMAS : Chiffres clés de la vie associative en Languedoc Roussillon observatoire régional des métiers de l'animation et du sport de la D.R.D.J.S.

Observatoire de la démocratie Locale – Revue Territoire – Centre de Ressources de ADELS : Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale www.adels.org/

Centre de ressources national pour la promotion du développement territorial ETD La lettre du développement local (Entreprises territoires et développement) www.projetdeterritoire.com

La réforme des collectivités territoriales série d'articles et d'études documentaires in UNADEL Union Nationales des Acteurs du développement local www.unadel.asso.fr;

Observatoire des inégalités - 38 rue de la Fuye - 37000 Tours - France. www.inegalites.fr,

Observatoire Nationale de la pauvreté et l'exclusion sociale :
Rapport 2009-2010 : Bilan de 10 ans d'observation de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'heure de la crise :
www.onpes.gouv.fr

Observatoire des Territoires DATAR 8 rue de Penthievre 75800
PARIS CEDEX 08 observatoire@datar.gouv.fr

Observatoire des politiques culturelles 1, rue du Vieux-Temple
38000 Grenoble www.observatoire-culture.net

Observatoire de la fonction publique territoriale : emploi, métiers et compétences : www.observatoire.cnfpt.fr/

Observatoire du territoire européen : [/www2.cnrs.fr/](http://www2.cnrs.fr/)

Observatoire national de l'agriculture biologique :
<http://www.agencebio.org/>

Graphe global de développement



Dépôt légal : 3ème trimestre 2010

(imprimé en France)

GRAND OBJECTIF

CONSOLIDER UN TERRITOIRE RURAL ET CITOYEN POUR RELEVER LES DEFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIO-ECONOMIQUES

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Intégrer l'environnement
au cœur de toutes les
démarches

Entretenir une dynamique
de participation solidaire
des citoyens

Garantir un urbanisme respectueux du cadre de vie
ainsi que des logements économiquement accessibles

Développer une vision territoriale ouverte à la
coopération pour les activités d'intérêt commun

Intégrer la communication,
l'information et la formation au
cœur de toutes les démarches

Associer la volonté politique et la dynamique citoyenne
pour garantir, construire et consolider la cohésion sociale

Développer un tourisme ancré sur des valeurs pérennes,
valorisant et préservant l'environnement naturel et humain

Partager le développement d'une agriculture
portée par une volonté citoyenne et politique

Reconquérir au niveau local des activités économiques par
une valorisation de l'existant et un soutien à la diversification

Développer une politique culturelle
cohérente et ambitieuse sur le territoire

LES OBJECTIFS STRATEGIQUES

Développer une vision globale et
intercommunale de l'habitat

Maintenir et renforcer la gestion
publique des biens communs

Impliquer les acteurs locaux dans
une démarche participative, co-
responsable et intercommunale

Adapter les moyens et les
infrastructures de transport et de
communication aux besoins locaux

Anticiper l'accueil de nouveaux
résidents par la maîtrise de
l'urbanisation et du logement

Encourager l'utilisation des énergies
renouvelables

Soutenir une production agricole
de qualité, base d'une
alimentation saine

Favoriser une agriculture y
compris pour les pratiques
amateurs qui assure une
protection de l'environnement

Mettre en valeur des richesses
naturelles et forestières

Faciliter l'intégration sociale et
économique des nouveaux arrivants

Accompagner et soutenir les
personnes en difficulté pour
permettre une meilleure insertion

Coordonner et renforcer l'offre de services dans une
logique de participation et d'autonomie des bénéficiaires
dans un schéma intercommunal et partenarial

Garantir l'accès pour tous aux services en particulier de
santé, d'éducation, culturels et sportifs

Rendre le territoire attractif aux
adolescents et aux jeunes actifs

Garantir une offre de garde des enfants
souple, de qualité et en quantité suffisante

Favoriser l'intégration des personnes âgées
et des personnes handicapées dans la vie
sociale et préserver leur autonomie

Favoriser le maintien des services publics et
assimilés en s'organisant pour résister

Développer une vision
intercommunale de
l'implantation des
activités économiques

Soutenir la création
d'activités nouvelles
cohérentes avec la qualité
de vie

Valoriser les productions
agricoles et artisanales

Développer les actions
collectives, associatives,
coopératives et
d'économie sociale

Gérer le foncier bâti et
non bâti destiné à
l'économie

Développer
l'éco-tourisme, l'oeno-
tourisme, l'agri-
tourisme et le tourisme
culturel et éducatif

Améliorer la
communication et la
mise en réseau des
acteurs

Elargir la saison
touristique pour aller
vers le qualitatif plutôt
que le quantitatif

Développer une culture
de coopération et de
solidarité qui tisse des
liens entre l'art et
l'artisanat d'art

Eriger des lieux
ressources de
mutualisation, de
création, de diffusion,
clairement identifiés

Créer une dynamique de
mutualisation et
d'accueil

Favoriser l'intervention
des acteurs culturels
dans le milieu éducatif

Favoriser l'émergence
d'une saison culturelle

Identifier et valoriser les
ressources patrimoniales
et humaines

GRAPHE DE DEVELOPPEMENT GLOBAL - SUITE COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR D'ANDUZE

OBJECTIFS OPERATIONNELS

